



RAP- PORT 2016 / CLIENT -FINNAN-

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| ÉDITORIAL | 03 |
| CHAPITRE 1 : Présentation de VNF | 05 |
| CHAPITRE 2 : Rapport de gestion | 07 |
| 2.1 Tableau de synthèse | 07 |
| 2.2 Les recettes de fonctionnement | 08 |
| 2.3 Les dépenses de personnel et de fonctionnement | 09 |
| 2.4 Les ressources d'investissement | 11 |
| 2.5 Les dépenses d'investissement | 12 |
| CHAPITRE 3 : Comptes annuels | 15 |
| 3.1 Documents de synthèse 2016 | 15 |
| 3.2 Annexes | 24 |
| CHAPITRE 4 : Comptes consolidés | 44 |
| 4.1 Périmètre de consolidation | 44 |
| 4.2 États financiers consolidés | 46 |
| 4.3 Notes | 50 |
| CHAPITRE 5 : Rapports des commissaires aux comptes | 52 |
| 5.1 Comptes annuels | 52 |
| 5.2 Comptes consolidés | 56 |

ÉDITORIAL

L'année 2016 a été une année particulière sur le plan des finances de Voies navigables de France, comme dans de nombreux établissements publics. En effet, l'entrée en vigueur des dispositions applicables aux opérateurs de l'État du décret n° 2012-1246 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique a modifié de façon significative les règles de gestion budgétaire et comptable de l'Établissement.

Le nouveau cadre réglementaire applicable a des conséquences directes sur le rapport financier 2016. En particulier, le rapport de gestion de Voies navigables de France présente désormais les états de gestion de l'établissement en fonction d'une comptabilité des décaissements et des encaissements et non d'une comptabilité en droits constatés. Cette présentation, inspirée de la comptabilité de l'État, a pour objectif de permettre aux établissements publics de mieux piloter leur trésorerie.

En revanche, les états de comptabilité générale de l'Établissement, présentés dans le chapitre 3 du rapport, conservent des méthodes d'élaboration en continuité avec celles du rapport financier 2015. Les informations présentées dans ces deux comptabilités sont donc complémentaires et contribuent à la solidité du pilotage financier de l'Établissement. Il en va de même des informations présentées dans les comptes consolidés, dans le chapitre 4 du rapport.

Nous vous souhaitons une agréable lecture.

Charles BÉLARD
Directeur juridique, économique et financier

Fabrice ROBYN
Agent comptable principal

PRÉSENTATION DE VNF

CHAPITRE 1

1.1 Dénomination et siège social

Voies navigables de France – en abrégé « VNF ».

Le siège social est situé au 175, rue Ludovic BOUTLEUX, 62400 Béthune.

1.2 Statut

Voies navigables de France est un établissement public créé par l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 pour 1991.

VNF est devenu au 1^{er} janvier 2013 un établissement public administratif (EPA) en vertu de la loi n° 2012-77 du 24 janvier 2012, et régi depuis la codification par les articles L. 4311-1 et suivants ainsi que R. 4311-1 et suivants du code des transports. L'article L.4311-1 du code des transports définit ses missions.

Voies navigables de France :

- 1) Assure l'exploitation, l'entretien, la maintenance, l'amélioration, l'extension et la promotion des voies navigables ainsi que de leurs dépendances en développant un transport fluvial complémentaire des autres modes de transport, contribuant ainsi au report modal par le réseau principal et par le réseau secondaire ;
- 2) Est chargé de la gestion hydraulique des voies qui lui sont confiées en conciliant les usages diversifiés de la ressource aquatique, ainsi qu'en assurant l'entretien et la surveillance des ouvrages et aménagements hydrauliques situés sur le domaine qui lui est confié ;
- 3) Concourt au développement durable et à l'aménagement du territoire, notamment par la sauvegarde des zones humides et des aménagements nécessaires à la reconstitution de la continuité écologique, la prévention des inondations, la conservation du patrimoine et la promotion du tourisme fluvial et des activités nautiques ;
- 4) Gère et exploite, en régie directe ou par l'intermédiaire de personnes morales de droit public ou de sociétés qu'il contrôle, le domaine de l'État qui lui est confié en vertu de l'article L.4314-1 ainsi que son domaine privé.

Le directeur général est l'ordonnateur principal de l'établissement. En 2016, il était secondé dans cette fonction par 7 ordonnateurs secondaires.

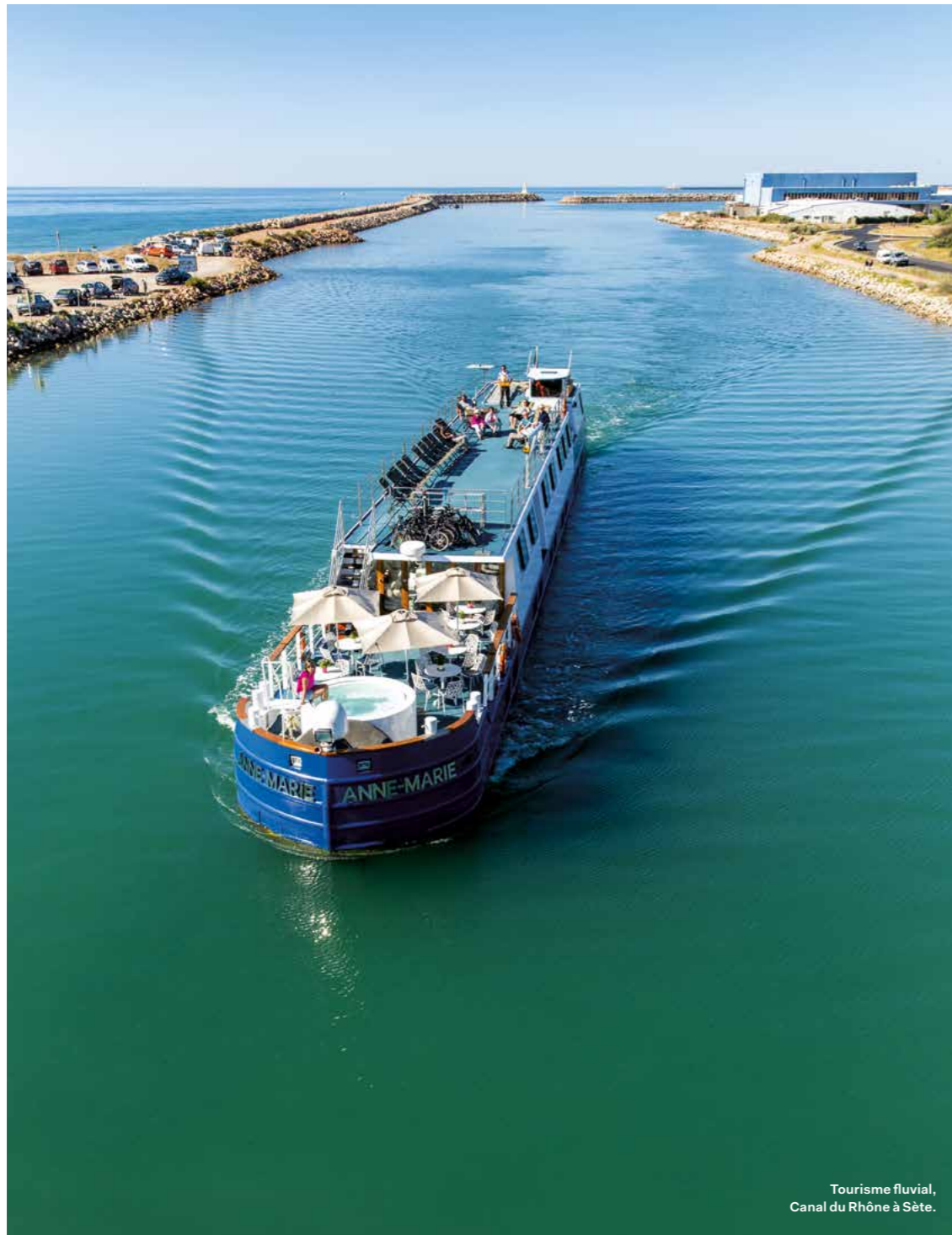
Le conseil d'administration, renouvelé en 2014, comporte 32 membres dont 6 avec voix consultative.

VNF assure ses missions sous la tutelle technique et politique du Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES) et sous la tutelle financière du Ministère de l'économie et des Finances.

VNF est soumis au contrôle budgétaire de l'État prévu par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012.

1.3 Instruction comptable

L'établissement applique en 2016 les dispositions de la section gestion comptable publique n° 16-0006, instruction (NOR : FCPE1609829J) du 1^{er} août 2016 relative à la mise en œuvre du recueil des normes comptables des organismes dépendant de l'État et le plan de comptes unique des établissements publics nationaux. Sont également appliquées les dispositions



Tourisme fluvial,
Canal du Rhône à Sète.

complémentaires successives, dont l'instruction du 23 janvier 2006 ayant pour objet les nouveaux règlements concernant les actifs et les passifs.

Comme prévu par l'article 4 de l'arrêté du 1^{er} juillet 2015 portant adoption du recueil des normes comptables applicables aux organismes visés aux alinéas 4 à 6 de l'article 1^{er} du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, VNF a appliqué partiellement le nouveau recueil des normes comptables des établissements publics (suppression du résultat exceptionnel). Ce changement de présentation a conduit l'établissement à présenter un compte de résultat 2015 retraité.

1.4 Comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont élaborés et présentés conformément aux conventions comptables, dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices, de permanence des méthodes comptables. L'exercice a une durée de 12 mois, du 1^{er} janvier au 31 décembre.

1.5 Comptes consolidés

La loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 et le décret n° 86-221 du 17 février 1986 disposent que les sociétés sont tenues d'établir chaque année des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe, dès lors qu'elles contrôlent de manière exclusive ou conjointe une ou plusieurs autres entreprises ou qu'elles exercent une influence notable sur celles-ci.

Voies navigables de France est concerné par la consolidation des comptes notamment en raison de l'opération de valorisation du domaine public fluvial à la confluence du Rhône et de la Saône à Lyon. Les comptes consolidés font l'objet d'un rapport spécifique.

1.6 Commissariat aux comptes

Le ministère de l'économie et des finances a nommé, en qualité de commissaires aux comptes de VNF à compter de l'exercice 2012 deux titulaires et deux suppléants :

- le cabinet Mazars, représenté par Mesdames Cécile FONTAINE et Valérie RIOU, en qualité de commissaires aux comptes titulaires, Monsieur Serge CASTILLON en qualité de suppléant ;
- le cabinet KPMG, représenté par Madame Claire GRAVEREAU et Monsieur Patrick LEQUINT, en qualité de commissaires aux comptes titulaires, Monsieur Jean Luc DECORNOY en qualité de suppléant.

RAPPORT DE GESTION

CHAPITRE 2

2.1 Tableau de synthèse

| (en k€) | Exécution 2015 | Exécution 2016 | Variation |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Recettes de fonctionnement | | | |
| Taxes ou redevances hydrauliques (nettes) | 139 748 | 132 844 | - 4,9 % |
| Péages et autres redevances | 42 804 | 40 874 | - 4,5 % |
| Subvention pour charges de service public | 245 784 | 244 054 | - 0,7 % |
| Autres recettes hors SNE | 12 770 | 11 714 | - 8,3 % |
| Autres recettes SNE | 3 488 | 0 | - 100,0 % |
| TOTAL (1) | 444 594 | 429 486 | - 3,4 % |
| Dépenses de fonctionnement | | | |
| Infrastructure, eau et environnement | 69 651 | 68 275 | - 2,0 % |
| PPP | 41 | 6 107 | N.S. |
| Développement du trafic et du DPF | 6 884 | 6 924 | 0,6 % |
| Moyens généraux | 18 885 | 19 613 | 3,9 % |
| DG et communication | 2 647 | 2 846 | 7,5 % |
| Juridique - Finance | 4 692 | 1 830 | - 61,0 % |
| Europe et innovation | 430 | 585 | 36 % |
| SNE | 1 597 | 1 302 | - 18,5 % |
| TOTAL (2) | 104 827 | 107 482 | 2,5 % |
| Personnel | | | |
| Hors SNE | 250 370 | 251 032 | 0,3 % |
| SNE | 1 988 | 2 142 | 7,7 % |
| TOTAL (2) | 252 358 | 253 174 | 0,3 % |
| Ressources d'investissement | | | |
| AFITF | 50 724 | 94 546 | 86,4 % |
| PPP | 1 719 | 0 | - 100 % |
| Autres cofinancements | 21 576 | 40 362 | 87,1 % |
| Opérations financières et cessions d'actifs | 850 | 78 | - 90,9 % |
| SNE | 8 636 | 11 200 | 29,7 % |
| TOTAL | 83 505 | 146 186 | 75,1 % |
| Dépenses d'investissement | | | |
| Infrastructure, eau et environnement | 139 792 | 140 729 | 0,7 % |
| PPP | 4 008 | 5 534 | 38,1 % |
| Développement du trafic et du DPF | 3 305 | 8 455 | 155,8 % |
| Moyens généraux | 13 287 | 14 288 | 7,5 % |
| Opérations financières | 1 080 | 538 | - 50,2 % |
| SNE | 8 210 | 8 791 | 7,1 % |
| TOTAL | 169 682 | 178 336 | 5,1 % |

| (en k€) | Exécution 2015 | Exécution 2016 |
|----------------------------------|----------------|----------------|
| SOLDE BUDGÉTAIRE HORS SNE | 903 | 37 715 |
| SOLDE BUDGÉTAIRE SNE | 329 | - 1 036 |
| SOLDE BUDGÉTAIRE | 1232 | 36 680 |

Remarque : Les données présentées dans ce tableau et dans l'ensemble du présent rapport financier ne sont pas directement comparables entre 2015 (exécution) et 2016 (exécution des CP). En effet, l'exécution 2015 s'apprécie en droits constatés et l'exécution 2016 en encaissements et en décaissements, en raison de l'application des règles du décret n° 2012-1246 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique à partir de l'exercice 2016.

2.2 Les recettes de fonctionnement

2.2.1 La taxe hydraulique

Sur l'exercice 2016, 140,7 M€ ont été encaissés au titre de la taxe hydraulique (TH). Pour mémoire, celle-ci est due par les organismes qui prélèvent ou évacuent de l'eau sur le domaine public fluvial. 7,9 M€ ont été reversés à l'État pour tenir compte du plafonnement législatif des taxes affectées à VNF fixé à 132,8 M€. Ce plafond était en diminution de 6,9 M€ par rapport à l'année 2015.

2.2.2 Les péages et autres redevances

Les péages et autres redevances s'établissent en 2016 à 40,9 M€, en légère diminution par rapport à 2015 (-4,5%).

| (en K€) | 2015 | 2016 | Variation |
|-----------------------|---------------|---------------|----------------|
| Péages | 14 526 | 13 854 | - 4,6 % |
| Redevances domaniales | 28 278 | 27 020 | - 4,4 % |
| TOTAL PÉAGES | 42 804 | 40 874 | - 4,5 % |

2.2.3 Péages

| (en K€) | 2015 | 2016 | Variation |
|----------------------------------|---------------|---------------|----------------|
| Total péages marchandises | 7 950 | 7 433 | - 6,5 % |
| Péages plaisance professionnelle | 3 942 | 3 885 | - 1,4 % |
| Péages plaisance privée | 2 634 | 2 536 | - 3,7 % |
| Total péages plaisance | 6 576 | 6 421 | - 2,4 % |
| TOTAL | 14 526 | 13 854 | - 4,6 % |

• Les péages marchandises

Les péages marchandise s'établissent à 7,4 M€ contre 7,9 M€ en 2015.

En 2016, les trafics fluviaux ont enregistré un recul, avec des trafics réalisés en diminution de -8,5 % pour un tonnage en baisse de -1,1 %, le tout représentant un total de 6,8 milliards de tonnes-kilomètres.

La filière la plus touchée est la filière agroalimentaire (-13,6 %) compte tenu des intempéries du printemps, responsables notamment d'une baisse sensible de la production céréalière. Cette diminution est partiellement compensée par la progression de la filière des matériaux de construction qui bénéficie de la reprise de l'activité du BTP.

• Les péages de plaisance

Les péages plaisance s'établissent à 6,4 M€ contre 6,6 M€ en 2015, un niveau d'exécution relativement stable d'une année sur l'autre.

2.2.4 Les redevances domaniales

Les redevances domaniales de l'exercice s'établissent à 27,0 M€ et sont légèrement en-deçà des réalisations 2015 pour -1,3 M€.

| (en K€) | 2015 | 2016 | Variation |
|--|---------------|---------------|----------------|
| Maisons éclusières | 2 701 | 2 798 | 3,6 % |
| Bateaux logement et stationnaires | 7 549 | 7 613 | 0,9 % |
| Autres occupations temporaires | 11 479 | 10 291 | - 10,4 % |
| Fibres optiques | 4 892 | 4 336 | - 11,4 % |
| Concessions portuaires et outillage public | 1 106 | 997 | - 9,8 % |
| Autres redevances | 551 | 985 | 78,7 % |
| TOTAL | 28 278 | 27 020 | - 4,4 % |

2.2.5 La subvention pour charges de service public

La subvention pour charges de service public perçue par VNF, d'un montant de 244,1 M€, est en baisse de 1,7 M€ par rapport à 2015. Initialement prévue à 244,6 M€ dans le budget initial de l'établissement, elle a été révisée en légère baisse lors de sa notification définitive à VNF, cette évolution étant la conséquence d'une diminution des crédits de la mission « Ecologie, développement et mobilité durables » intervenue pendant la discussion parlementaire de la loi de finances pour 2016.

2.2.6 Autres recettes

Les autres recettes s'établissent à 11,7 M€ et sont inférieures de -1,1 M€ par rapport à 2015. Elles se ventilent essentiellement en :

- subventions d'exploitation pour 0,7 M€ ;
- ventes de marchandises pour 0,8 M€ ;
- prestations de services pour 1,9 M€ dont 1,6 M€ de rémunération des mises à disposition de personnel VNF (dont 0,8 M€ auprès de la Société internationale de la Moselle (SIM) ;
- recettes des micro-centrales issues des barrages reconstruits dans le cadre du PPP barrages Aisne-Meuse pour 0,3 M€ ;
- produits exceptionnels pour 7,3 M€ dont 4,5 M€ d'indemnités perçues au titre de l'indemnité de fermeture du parking Saint-Antoine à Lyon, 0,9 M€ d'indemnités de fin de concession du port de Mulhouse et 0,7 M€ de reversements de produits de cessions d'actifs revenant à VNF pour la période allant jusqu'à 2013.

2.2.7 Autres recettes Seine-Nord Europe (SNE)

Les autres recettes SNE en 2015 correspondaient à des écritures de production immobilisée qui ne sont plus prises en compte en comptabilité budgétaire dans le cadre des règles du GBCP appliquées à partir du budget 2016.

2.3 Les dépenses de personnel et de fonctionnement

2.3.1 Emplois et dépenses de personnel

Les dépenses de personnel s'élèvent en 2016 à 253,2 M€, en progression de 0,8 M€ (+0,3 %) par rapport à 2015.

La loi de finances pour 2016 avait autorisé un plafond d'emplois de 4 542 ETPT sous plafond (vacataires et saisonniers compris) et de 4 406 ETP sous plafond. Les ETP présents chez VNF au 31 décembre 2016 étaient au nombre de 4 390.

2.3.2 Les dépenses du domaine infrastructure, eau et environnement

Les dépenses de fonctionnement du domaine infrastructure, eau et environnement s'élèvent à 74,4 M€, en nette hausse par rapport à 2015 (+4,7 M€) compte tenu de la progression des dépenses du PPP barrages Aisne-Meuse (+6,1 M€). Retraité du PPP barrages Aisne-Meuse les dépenses sont en diminution de -1,4 M€.

| (en K€) | 2015 | 2016 | Variation |
|--|---------------|---------------|--------------|
| Exploitation et fonctionnement courant | 21 400 | 24 549 | 14,7 % |
| Dragages et sondages | 19 206 | 19 012 | - 1,0 % |
| Travaux d'entretien | 21 069 | 18 833 | - 10,6 % |
| Hygiène et Sécurité | 2 754 | 3 090 | 12,2 % |
| Environnement | 1 555 | 1 717 | 10,4 % |
| Subventions | 787 | 1 066 | 35,5 % |
| Frais annexes sur opérations | 1 077 | 3 140 | 191,5 % |
| Études | 1 215 | 2 535 | 108,6 % |
| Autres | 629 | 440 | - 30,0 % |
| TOTAL | 69 692 | 74 382 | 6,7 % |

2.3.3 Les dépenses du domaine développement

Sur l'exercice 2016, ces dépenses se sont élevées à 6,9 M€, soit un niveau sensiblement identique à celui de 2015.

| (en K€) | 2015 | 2016 | Variation |
|----------------------|--------------|--------------|--------------|
| Tourisme | 531 | 705 | 32,8 % |
| Ports de commerce | 780 | 865 | 10,9 % |
| Patrimoine | 1 116 | 1 139 | 2,1 % |
| Services aux usagers | 456 | 252 | - 44,7 % |
| Report modal | 4 001 | 3 963 | - 1,0 % |
| TOTAL | 6 884 | 6 924 | 0,6 % |

Les dépenses de report modal s'élèvent à 4,0 M€, et sont stables par rapport à 2015. Elles se répartissent en études pour 0,2 M€, subventions PAMI (plan d'aide à la modernisation et à l'innovation) pour 2,0 M€, subventions PARM (plan d'aide au report modal) pour 0,6 M€, autres subventions (0,5 M€), autres études et prestations de promotion de report modal (0,4 M€) et diverses indemnités versées (0,3 M€).

2.3.4 Les dépenses des autres domaines

Les dépenses des domaines moyens généraux, juridique-finance, communication, liaisons européennes et innovation ainsi que les dépenses de la direction générale, qui correspondent aux différentes directions qui en sont responsables, s'établissent à 24,9 M€ soit une diminution de -1,8 M€ par rapport à 2015.

Les dépenses se répartissent de la façon suivante :

| (en K€) | 2015 | 2016 | Variation |
|-------------------------------------|---------------|---------------|----------------|
| Autres dépenses de personnel | 2 129 | 2 431 | 14,2 % |
| Fonctionnement général | 10 517 | 11 064 | 5,2 % |
| Informatique | 4 634 | 4 783 | 3,2 % |
| Logements de service | 1 512 | 1 336 | - 11,6 % |
| Direction générale et communication | 2 647 | 2 846 | 7,5 % |
| Juridique - Finance | 4 692 | 1 830 | - 61,0 % |
| Europe Innovation | 523 | 585 | 11,9 % |
| TOTAL | 26 654 | 24 874 | - 6,7 % |

2.3.4.1 AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL

Les autres dépenses de personnel couvrent essentiellement les dépenses d'intérim et de recrutement, les formations ainsi que les autres dépenses d'accompagnement à la conduite du changement et autres prestations.

2.3.4.2 FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL

Les dépenses de fonctionnement général sont principalement composées des dépenses relatives aux bâtiments administratifs, aux primes d'assurance, aux frais de déplacements et d'hébergement, à l'entretien et au carburant de la flotte automobile ainsi que diverses dépenses de fonctionnement telles que l'affranchissement, les fournitures et la documentation.

2.3.4.3 INFORMATIQUE

Les dépenses informatiques se répartissent entre matériels informatiques et consommables, réseaux et téléphonie et applicatifs SI.

2.3.4.4 LOGEMENTS DE SERVICE

Les dépenses sur les logements de service concernent pour l'essentiel des travaux de mises aux normes.

2.3.4.5 JURIDIQUE - FINANCE

Les dépenses juridiques et financières sont en nette diminution par rapport à 2015 (-2,9 M€) compte tenu du changement de méthode de constatation des annulations de titres en droit suite à l'application du GBPC.

2.3.4.6 EUROPE INNOVATION

Les dépenses Europe et innovation ont notamment couvert le coût des missions d'études relatives au corridor multimodal Amsterdam-Marseille pour le transport de fret par rail et par voie d'eau.

2.3.5 Seine-Nord Europe

Les dépenses du projet Seine-Nord Europe s'élèvent en 2016 à 1,3 M€ et concernent les moyens de fonctionnement et de communication de l'exercice.

2.4 Les ressources d'investissement

• Les subventions en provenance de l'AFITF

Les subventions AFITF encaissées par VNF en 2016 s'établissent à 94,5 M€, dont 92,7 M€ au titre de la convention relative au financement du programme de restauration et de modernisation du réseau fluvial. Ce montant se décompose en 22,7 M€ correspondant au versement du solde de la convention 2015 sur le mois de janvier 2016, et 70,0 M€ au titre de la convention 2016, celle-ci ayant été abondée de 30,0 M€ dans le cadre du plan de relance de l'investissement pour l'entretien du réseau routier et fluvial annoncé par le secrétaire d'État chargé des transports le 8 février 2016.

1,8 M€ ont été encaissés au titre de la convention relative au financement de l'étape préliminaire des études préalables à l'enquête publique sur le projet de liaison fluviale à grand gabarit sur la Seine amont entre Bray-sur-Seine et Nogent-sur-Seine.

• Les subventions en provenance de l'Union européenne et des collectivités territoriales

Les subventions reçues pour le financement des opérations d'investissement s'établissent en 2016 à 40,4 M€. A notamment été reçue une subvention de la région Hauts-de-France dans le cadre du CPER 2015-2020, pour un total de 14,7 M€ (dont 9,3 M€ au titre de la remise en navigation du canal de Condé-Pommerœul).

Les encaissements les plus importants de l'année 2016, Hauts-de-France exclus, concernent le rescindement de la courbe des Aresquiers (3,8 M€) et le barrage de Vives-Eaux (3,0 M€).

• Les ressources de SNE

Les ressources de SNE en 2016 concernent uniquement des versements de l'AFITF. Le total de ces versements s'est établi à 11,2 M€.

2.5 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 178,4 M€ en 2016 et sont en progression de 8,7 M€ par rapport à 2015.

2.5.1 Les investissements d'infrastructure

Les dépenses d'investissement d'infrastructure s'élèvent à 146,3 M€ dont 5,5 M€ au titre du PPP barrages Aisne-Meuse. Elles se ventilent de la façon suivante :

| (en K€) | 2015 | 2016 | Variation |
|--|----------------|----------------|--------------|
| Sécurité | 33 798 | 33 128 | - 2,0 % |
| Environnement | 15 039 | 12 991 | - 13,6 % |
| Régénération grand gabarit | 35 201 | 36 819 | 4,6 % |
| Restauration réseau connexe & secondaire | 15 006 | 10 177 | - 32,2 % |
| Développement | 13 891 | 18 583 | 33,8 % |
| Modernisation méthodes exploitation | 24 966 | 25 499 | 2,1 % |
| Équipements | 1 860 | 3 811 | 104,9 % |
| Matériel d'exploitation | 4 040 | 5 254 | 30,0 % |
| TOTAL | 143 801 | 146 263 | 1,7 % |

2.5.1.1 SÉCURITÉ

Les dépenses de sécurité représentent 23 % des dépenses totales d'infrastructure avec 33,1 M€ de dépenses en 2016. Ces interventions ont bénéficié de 10,5 M€ de crédits au titre du plan de relance. Les interventions en matière de sécurité sont assez diffuses et concernent notamment le confortement de digues (avec par exemple les digues de Monampteuil, de Gœulzin ou encore sur le bief de Saint-Firmin), les équipements d'accessibilité aux ouvrages, les interventions sur les barrages réservoirs (notamment ceux de Pont-et-Massène pour 3,1 M€ et du Bairon pour 2,5 M€) et le déploiement de systèmes d'information fluviale.

2.5.1.2 ENVIRONNEMENT

Les dépenses liées aux opérations d'environnement représentent 9 % des dépenses totales d'infrastructures avec 13,0 M€ de dépenses en 2016. Ces interventions ont bénéficié de 3,3 M€ de crédits au titre du plan de relance. Elles sont majoritairement constituées des dépenses relatives à l'opération de replantation des platanes du canal du midi, qui représente à elle seule 69 % du budget d'environnement.

2.5.1.3 RÉGÉNÉRATION GRAND GABARIT

Les dépenses de régénération du grand gabarit représentent 25 % des dépenses totales d'infrastructures avec 36,8 M€ de dépenses en 2016. Ces interventions ont bénéficié de 9,4 M€ de crédits au titre du plan de relance. Les principaux ouvrages concernés en 2016 ont été le barrage du Liégeot (DT Nord Est) pour 5,2 M€, ainsi que les écluses Seine amont et Seine aval pour 5,5 M€, et les ouvrages de la DT Nord-Pas-de-Calais pour 4,8 M€.

2.5.1.4 RESTAURATION DES RÉSEAUX CONNEXES ET SECONDAIRES

Les dépenses de restauration des réseaux connexes et secondaires sont en diminution de -32,2 % par rapport à 2015.

2.5.1.5 DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de développement (18,6 M€ en 2016) sont en forte progression par rapport à 2015 (+4,7 M€). Ces interventions ont bénéficié de 3,0 M€ de crédits au titre du plan de relance. Cette hausse par rapport à 2015 est principalement imputable aux travaux de la DT Rhône-Saône sur le canal du Rhône à Sète et à l'allongement de l'écluse de Couzon (11 M€ de dépenses 2016 pour ces deux opérations). Les autres postes de dépenses concernent essentiellement les travaux d'accompagnement Seine-Escaut de la DT Nord-Pas-de-Calais pour 4 M€.

2.5.1.6 MODERNISATION DES MÉTHODES D'EXPLOITATION

Enfin, les dépenses de modernisation des méthodes d'exploitation s'établissent à 25,5 M€ et sont quasiment au même niveau qu'en 2015. Elles se sont concentrées sur l'automatisation et la mécanisation pour 9,1 M€, notamment sur la Petite Seine, ainsi que sur les barrages manuels pour 9,8 M€, dont Vives-Eaux pour 7,2 M€. Sont incluses également dans ces dépenses les avances sur redevances ainsi que les premières redevances versées au titulaire du PPP pour la rénovation des barrages sur l'Aisne et la Meuse (5,5 M€).

2.5.2 Les investissements de développement

En 2016, les investissements dans les projets de développement du trafic fluvial et de valorisation du domaine public fluvial s'élèvent à 8,5 M€, soit une progression de 5,1 M€ par rapport à 2015.

Ils se répartissent de la façon suivante :

| (en K€) | 2015 | 2016 | Variation |
|----------------------|--------------|--------------|----------------|
| Patrimoine | 840 | 4 940 | 488,1 % |
| Tourisme | 1 192 | 1 575 | 32,1 % |
| Services aux usagers | 1 273 | 1 940 | 52,4 % |
| TOTAL | 3 305 | 8 455 | 155,8 % |

La forte augmentation des dépenses de patrimoine concerne essentiellement la reconstruction de l'UTI de Valenciennes (4,2 M€ de dépenses en 2016).

Les dépenses de tourisme concernent principalement les travaux sur les embarcadères et débarcadères, avec notamment les aménagements de la DT Rhône-Saône à la halte nautique du Quai des Marans (0,6 M€) et ceux de la DT Nord-Pas-de-Calais sur la Deûle, la Scarpe et l'Escaut (0,6 M€).

Les principaux investissements relatifs aux services aux usagers concernent des sites d'accostage, notamment avec le projet Lyon Confluence (0,8 M€) et les aménagements de quais sur le canal de Bourbourg (DT Nord Pas-de-Calais).

2.5.3 Les investissements en moyens généraux

Les investissements en moyens généraux s'élèvent à 14,3 M€ en 2016, contre 13,3 M€ en 2015. Ils se ventilent de la façon suivante :

| (en K€) | 2015 | 2016 | Variation |
|--------------------------|---------------|---------------|--------------|
| Bâtiments administratifs | 3 780 | 4 267 | 12,9 % |
| Informatique | 4 567 | 5 379 | 17,8 % |
| Logements de service | 4 419 | 3 928 | - 11,1 % |
| Autres | 521 | 716 | 37,4 % |
| TOTAL | 13 287 | 14 290 | 7,5 % |

Les dépenses relatives aux bâtiments administratifs se composent principalement en 2016 du dernier paiement pour l'acquisition de l'immeuble Skyline de la DT Nord-Est pour 2,8 M€, ainsi que de travaux de mises aux normes, réhabilitations et aménagements confortatifs (1,4 M€).

L'ensemble des dépenses informatique, logements de service et autres s'élève à 10,0 M€ ; elles couvrent les investissements réalisés sur les applicatifs systèmes d'information (5,4 M€), les aménagements et réhabilitations des logements de service occupés par les agents de la voie d'eau (3,9 M€) ainsi que les acquisitions de matériel (0,3 M€) et de véhicules de liaison (0,4 M€).

2.5.4 Seine-Nord Europe

Les dépenses d'investissement de SNE sur 2016 s'établissent à 8,8 M€. Ces dépenses sont notamment constituées par les études techniques (5,2 M€), les études et acquisitions foncières (1,4 M€) et les travaux préparatoires (1,2 M€).

COMPTES ANNUELS

CHAPITRE 3

3.1 Documents de synthèse 2016

3.1.1 Le compte de résultat

COMPTE DE RÉSULTAT – CHARGES

| Charges | 2016 | 2015 Retraité | 2015 | Variation |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------|
| Achats de marchandises | | | | |
| Variation de stock | | | | |
| Achats de matières premières et autres approv | 60 908,27 | 159 089,65 | 159 089,65 | - 61,71 % |
| Variation de stock | 9 652,37 | 8 550,25 | 8 550,25 | 12,89 % |
| Autres achats* | 18 775 197,75 | 20 526 872,42 | 20 526 872,42 | - 8,53 % |
| Charges externes | 75 205 141,96 | 69 761 396,63 | 69 761 396,63 | 7,80 % |
| Impôts et taxes | 19 100 132,76 | 18 318 886,54 | 18 318 886,54 | 4,26 % |
| Salaires et traitements | 146 159 309,97 | 146 206 467,77 | 146 206 467,77 | - 0,03 % |
| Charges sociales | 88 949 750,54 | 88 981 068,65 | 88 981 068,65 | - 0,04 % |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | 215 338 079,06 | 213 006 226,27 | 211 085 149,47 | 1,09 % |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | 0,00 | 1 711 650,00 | 1 711 650,00 | - 100 % |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | 3 483 568,35 | 3 072 872,93 | 3 072 872,93 | 13,37 % |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | 1 718 377,48 | 3 339 585,01 | 3 339 585,01 | - 48,55 % |
| Autres charges | 6 061 050,46 | 13 060 303,63 | 9 066 462,14 | - 53,59 % |
| TOTAL (1) charges d'exploitation | 574 861 168,97 | 578 152 969,75 | 572 238 051,46 | - 0,57 % |
| Quote-part de résultat sur opér. faites en commun | | | | |
| Charges financières | | | | |
| Dotations aux amort. et provisions financières | 603 893,00 | 258 805,00 | 258 805,00 | 133,34 % |
| Intérêts et charges assimilées | 2 639 103,53 | 183 409,69 | 183 409,69 | 1338,91 % |
| Différence négative de change | 0,00 | 6,30 | 6,30 | - 100 % |
| Charges nettes sur cessions de VMP | | | | |
| TOTAL (2) Charges financières | 3 242 996,53 | 442 220,99 | 442 220,99 | 633,34 % |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| sur opérations de gestion | 0,00 | 0,00 | 3 972 099,37 | 0,00 |
| sur opérations en capital | 0,00 | 0,00 | 21 742,12 | 0,00 |
| Dotations except. aux amort. et aux provisions | 0,00 | 0,00 | 1 921 076,80 | 0,00 |
| TOTAL (3) Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 5 914 918,29 | SO |
| Participation des salariés aux résultats | | | | 0,00 % |
| Impôts sur les bénéfices (4) | 28 225,22 | 1 319,00 | 1 319,00 | 20,40 |
| TOTAL des charges (1) + (2) + (3) + (4) | 578 132 390,72 | 578 596 509,74 | 578 596 509,74 | - 0,08 % |
| Solde créditeur = excédent | 50 654 102,97 | 58 695 878,12 | 58 695 878,12 | - 13,70 % |
| TOTAL GÉNÉRAL | 628 786 493,69 | 637 292 387,86 | 637 292 387,86 | - 1,33 % |

Suite à la suppression des charges exceptionnelles dans le plan de compte 2016, les comptes 2015 ont été retraités en transférant les opérations de ce type en autres charges de gestion courante pour permettre une comparabilité des exercices 2015 et 2016.

COMPTE DE RÉSULTAT PRODUITS

| Produits | 2016 | 2015 Retraité | 2015 | Variation |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------|
| Produits d'exploitation | | | | |
| Ventes de marchandises | 999 343,54 | 829 474,76 | 829 474,76 | 20,48 % |
| Production vendue biens et services | 176 153 786,68 | 184 785 001,91 | 184 785 001,91 | - 4,67 % |
| montant net du chiffre d'affaires | 177 153 130,22 | 185 614 476,67 | 185 614 476,67 | - 4,56 % |
| Production stockée | 0 | | | |
| Production immobilisée | 6 172 467,27 | 3 487 825,69 | 3 487 825,69 | 76,97 % |
| Subventions d'exploitation | 246 233 445,65 | 248 300 893,75 | 248 300 893,75 | - 0,83 % |
| Reprises sur provisions et amortissements | 190 320 104,81 | 188 415 521,67 | 188 415 521,67 | 1,01 % |
| Autres produits de gestion courante | 8 214 420,74 | 8 807 828,22 | 1 108 130,85 | - 6,74 % |
| autres produits | 450 940 438,47 | 449 012 069,33 | 441 312 371,96 | 0,43 % |
| TOTAL (1) Produits d'exploitation | 628 093 568,69 | 634 626 546,00 | 626 926 848,63 | - 1,03 % |
| Quote-part de résultat sur opér. faites en commun | | | | |
| Produits financiers | | | | |
| de participation | 250 619,22 | | 0,00 | 0,00 % |
| d'autres VMP et créances de l'actif immobilisé | 4 058,54 | 5 263,37 | 5 263,37 | - 22,89 % |
| Autres intérêts et produits assimilés | 3 784,51 | 290,25 | 290,25 | 1203,88 % |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 125 814,00 | 2 446 577,00 | 2 446 577,00 | - 94,86 % |
| Gains de change | 0,00 | | 0,00 | N.D |
| Escomptes obtenus | 20 683,07 | 10 719,00 | 10 719,00 | 92,96 % |
| TOTAL (2) Produits financiers | 404 959,34 | 2 462 849,62 | 2 462 849,62 | - 83,56 % |
| Produits exceptionnels | | | | |
| sur opérations de gestion | 0 | 0 | 5 643 970,65 | 0 % |
| sur opérations en capital | 0 | 0 | 394 427,07 | 0 % |
| Reprise sur provisions et transferts de charges | 287 965,66 | 202 992,24 | 1 864 291,89 | 41,86 % |
| TOTAL (3) Produits exceptionnels | 287 965,66 | 202 992,24 | 7 902 689,61 | 41,86 % |
| TOTAL GÉNÉRAL | 628 786 493,69 | 637 292 387,86 | 637 292 387,86 | - 1,33% |

Suite à la suppression des produits exceptionnels dans le plan de compte 2016, les comptes 2015 ont été retraités en transférant les opérations de ce type en autres produits de gestion courante pour permettre une comparabilité des exercices 2015 et 2016. Seuls subsistent dans cette partie les transferts de charges.

3.1.2 Tableau des soldes intermédiaires de gestion (en M€)

| | 2016 | 2015 Retraité | Variation | 2015 |
|--|-----------------------|-----------------------|-------------------|-----------------------|
| 1 – OPÉRATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Produits du domaine | 174 993 771,92 | 183 477 313,00 | - 4,62 % | 183 477 313,00 |
| dont péages marchandises | 6 845 617,95 | 7 953 353,83 | - 13,93 % | 7 953 353,83 |
| dont péages plaisance | 6 467 305,85 | 6 573 067,92 | - 1,61 % | 6 573 067,92 |
| dont taxe hydraulique | 132 874 744,95 | 139 748 025,26 | - 4,92 % | 139 748 025,26 |
| dont occupations temporaires | 14 182 072,77 | 14 015 149,37 | 1,19 % | 14 015 149,37 |
| dont produits bateaux logements | 7 313 631,51 | 7 548 751,11 | - 3,11 % | 7 548 751,11 |
| dont fibres optiques | 5 452 678,85 | 5 648 231,64 | - 3,46 % | 5 648 231,64 |
| dont autres produits du domaine | 1 857 720,04 | 1 990 733,87 | - 6,68 % | 1 990 733,87 |
| + ventes de produits | 999 343,54 | 829 474,76 | 20,48 % | 829 474,76 |
| + produits des activités annexes | 1 160 014,76 | 1 307 688,91 | - 11,29 % | 1 307 688,91 |
| = CHIFFRE D'AFFAIRES | 177 153 130,22 | 185 614 476,67 | - 4,56 % | 185 614 476,67 |
| + production stockée | 0,00 | | | |
| + production immobilisée | 6 172 467,27 | 3 487 825,69 | 76,97 % | 3 487 825,69 |
| = VALEUR DE PRODUCTION | 183 325 597,49 | 189 102 302,36 | - 3,05 % | 189 102 302,36 |
| - achats | 18 845 758,39 | 20 694 512,32 | - 8,93 % | 20 694 512,32 |
| - services extérieurs | 49 391 068,16 | 45 186 377,98 | 9,31 % | 45 186 377,98 |
| - autres services extérieurs | 25 814 073,80 | 24 575 018,65 | 5,04 % | 24 575 018,65 |
| = VALEUR AJOUTÉE | 89 274 697,14 | 98 646 393,41 | - 9,50 % | 98 646 393,41 |
| + subventions d'exploitation reçues | 246 233 445,65 | 248 300 893,75 | - 0,83 % | 248 300 893,75 |
| - impôts, taxes et versements assimilés | 19 100 132,76 | 18 318 886,54 | 4,26 % | 18 318 886,54 |
| - charges de personnel | 235 109 060,51 | 235 187 536,42 | - 0,03 % | 235 187 536,42 |
| = EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION | 81 298 949,52 | 93 440 864,20 | - 12,99 % | 93 440 864,20 |
| + reprise amort., prov. (produits d'exploitation) | 190 320 104,81 | 190 076 821,32 | 0,13 % | 188 212 529,43 |
| + autres produits de gestion courante | 8 214 420,74 | 7 146 528,57 | 14,94 % | 1 108 130,85 |
| - dotation amortissements, provisions, (ch. d'exploit.) | 220 540 024,89 | 221 130 334,21 | - 0,27 % | 219 209 257,41 |
| - autres charges de gestion courante | 6 061 050,46 | 13 060 303,63 | - 53,59 % | 9 066 462,14 |
| dont produits de cessions | 315 683,78 | 174 856,35 | 80,54 % | |
| dont - valeurs comptables d'éléments d'actifs cédés | 25 077,18 | 21 742,12 | 15,34 % | |
| = plus ou moins-values de cessions d'actifs | 290 306,60 | 153 114,23 | 89,60 % | |
| = RÉSULTAT D'EXPLOITATION | 53 232 399,72 | 56 473 576,25 | - 5,74 % | 54 485 804,93 |
| 2 – OPÉRATIONS FINANCIÈRES | | | | |
| Produits financiers | 279 145,34 | 16 272,62 | 1615,43 % | 16 272,62 |
| - charges financières | 2 639 103,53 | 183 415,99 | 1338,86 % | 183 415,99 |
| + reprise amortissements, provisions, (prod. financiers) | 125 814,00 | 2 446 577,00 | - 94,86 % | 2 446 577,00 |
| - dotation amortissements, provisions, (ch. d'exploit.) | 603 893,00 | 258 805,00 | 133,34 % | 258 805,00 |
| = RÉSULTAT FINANCIER | - 2 838 037,19 | 2 020 628,63 | - 240,45 % | 2 020 628,63 |
| = RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS | 50 394 362,53 | 58 494 204,88 | - 13,85 % | 56 506 433,56 |

| | 2016 | 2015 Retraité | Variation | 2015 |
|--|----------------------|----------------------|------------------|----------------------|
| 3 – OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES | | | | |
| Produits des cessions d'éléments d'actifs | 0,00 | 0,00 | NS | 174 856,35 |
| – valeurs comptables d'éléments d'actifs cédés | 0,00 | 0,00 | NS | 21 742,12 |
| = Plus ou moins-values de cessions d'actifs | 0,00 | 0,00 | NS | 153 114,23 |
| + produits exceptionnels sur opérations de gestion | 0,00 | 0,00 | NS | 1 206 127,99 |
| + produits exceptionnels sur exercices antérieurs | 0,00 | 0,00 | NS | 4 437 842,66 |
| + autres produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | NS | 219 570,72 |
| + reprise provisions pour risques et ch. exceptionnels | 0,00 | 0,00 | NS | 1 864 291,89 |
| + subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | NS | 0,00 |
| + transferts de charges | 287 965,66 | 202 992,24 | 41,86 % | 202 992,24 |
| – charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 0,00 | 0,00 | NS | 137 078,00 |
| – charges exceptionnelles sur exercices antérieurs | 0,00 | 0,00 | NS | 3 835 021,37 |
| – autres charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | NS | 0,00 |
| – dotation aux amortissements exceptionnels | 0,00 | 0,00 | NS | 1 921 076,80 |
| = RÉSULTAT EXCEPTIONNEL | 287 965,66 | 202 992,24 | 41,86 % | 2 190 763,56 |
| = RÉSULTAT AVANT IMPÔTS | 50 682 328,19 | 58 697 197,12 | – 13,65 % | 58 697 197,12 |
| – Participation des salariés, IS et assimilés | 28 225,22 | 1 319,00 | NS | 1 319,00 |
| = RÉSULTAT NET | 50 654 102,97 | 58 695 878,12 | – 13,70 % | 58 695 878,12 |

3.1.3 Le bilan

PRÉSENTATION COMPTABLE – ACTIF (en €)

| Actif | 2016 | | | 2015 |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|
| | Brut | Amort. et provis. | Net | Net |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de R&D | 97 213 504,56 | 87 762 657,21 | 9 450 847,35 | 14 346 772,15 |
| Concessions et Droits | 31 078 932,33 | 21 294 557,35 | 9 784 374,98 | 10 078 246,98 |
| Fond de commerce | 154 100,00 | | 154 100,00 | 0,00 |
| Autres immobilisations incorporelles | 208 080 462,43 | | 208 080 462,43 | 192 412 891,64 |
| Avances et acomptes | 4 685 804,89 | | 4 685 804,89 | 2 674 871,76 |
| Immobilisations incorporelles | 341 212 804,21 | 109 057 214,56 | 232 155 589,65 | 219 512 782,53 |
| Terrains | 400 077 450,38 | | 400 077 450,38 | 420 592 414,76 |
| Constructions | 350 386 501,48 | 86 014 073,20 | 264 372 428,28 | 266 986 170,18 |
| Travaux et construction sur la voie d'eau | 5 249 346 379,13 | 1 078 469 498,04 | 4 170 876 881,09 | 4 164 699 527,72 |
| Installations techniques, matériel et outill. industriels | 34 609 797,44 | 27 937 315,31 | 6 672 482,13 | 5 663 520,56 |
| Autres immobilisations corporelles | 111 561 725,93 | 86 520 721,23 | 25 041 004,70 | 25 390 834,56 |
| Immobilisations mises en concession | 259 163,33 | | 259 163,33 | 259 163,33 |
| Immobilisations corporelles en cours | 237 309 558,78 | | 237 309 558,78 | 245 861 537,63 |
| Avances et acomptes | 18 727 404,40 | | 18 727 404,40 | 18 497 418,34 |
| Immobilisations corporelles | 6 402 277 980,87 | 1 278 941 607,78 | 5 123 336 373,09 | 5 147 950 587,08 |
| Participations | 11 876 494,00 | 2 132 760,00 | 9 743 734,00 | 9 983 471,00 |
| Autres titres immobilisés | 8 372,20 | | 8 372,20 | 8 372,20 |
| Prêts | 2 159 455,37 | | 2 159 455,37 | 2 423 300,33 |
| Autres | 2 458 491,04 | | 2 458 491,04 | 2 009 631,04 |
| Immobilisations financières | 16 502 812,61 | 2 132 760,00 | 14 370 052,61 | 14 424 774,57 |
| TOTAL (1) Actif immobilisé | 6 759 993 597,69 | 1 390 131 582,34 | 5 369 862 015,35 | 5 381 888 144,18 |
| Stocks et en-cours | 152 870,42 | | 152 870,42 | 162 522,79 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 0,0 | | | 38 446,22 |
| Créances clients et comptes rattachés | 30 253 381,77 | 19 875 711,63 | 10 377 670,14 | 8 674 654,27 |
| Autres comptes | 10 707 321,38 | | 10 707 321,38 | 46 933 948,18 |
| Créances d'exploitation | 40 960 703,15 | 19 875 711,63 | 21 084 991,52 | 55 647 048,67 |
| Valeurs mobilières de placement | 0,0 | | 0,0 | 0,0 |
| Disponibilités (caisse + banque) | 92 744 309,97 | | 92 744 309,97 | 55 325 833,64 |
| Régies | 3 651,00 | | 3 651,00 | 9 861,95 |
| Charges constatées d'avance | | | | 0,00 |
| Comptes financiers | 92 747 960,97 | 0,0 | 92 747 960,97 | 55 335 695,59 |
| TOTAL (2) Actif circulant | 133 861 534,54 | 19 875 711,63 | 113 985 822,91 | 111 145 267,05 |
| TOTAL GÉNÉRAL (1) + (2) | 6 693 855 132,23 | 1 410 007 293,97 | 5 483 847 838,26 | 55 493 033 411,23 |

PRÉSENTATION COMPTABLE – PASSIF (en €)

| Passif | 2016 | 2015 |
|--|-------------------------|-------------------------|
| Dotations | 0 | 0 |
| Complément de dotations (État) | 4 433 808 327,78 | 4 560 558 459,60 |
| Complément de dotations (organismes autres que l'État) | 0,00 | 0,00 |
| Dons et legs en capital | 0,00 | 0,00 |
| Autres compléments de dotations-État | 0,00 | 0,00 |
| Écarts de réévaluation | 358 488,57 | 358 488,57 |
| Réserves réglementées | 0,00 | 0,00 |
| Autres | 860 464 695,95 | 801 768 817,83 |
| Report à nouveau | - 355 706 141,73 | - 356 992 053,77 |
| Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) | 50 654 102,97 | 58 695 878,12 |
| Subventions d'investissement | 339 714 684,82 | 309 145 502,53 |
| Provisions réglementées | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL (1) Capitaux propres | 5 329 294 158,36 | 5 373 535 092,88 |
| Produits des émissions de titres participatifs | 0 | 0 |
| Avances conditionnées | 1 065 447,35 | 1 346 556,99 |
| Autres | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL (1 bis) Autres fonds propres | 1 065 447,35 | 1 346 556,99 |
| Provisions pour risques | 11 778 693,00 | 12 118 835,00 |
| Provisions pour charges | 10 155 501,16 | 8 751 121,57 |
| TOTAL (2) Provisions pour risques et charges | 21 934 194,16 | 20 869 956,57 |
| Dettes financières | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 |
| Dettes auprès des établissements de crédit | 0,00 | 0,00 |
| Dettes et emprunts financiers divers (165 et 168) | 51 595 434,45 | 1 188 651,26 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 0,00 | 0,00 |
| Dettes d'exploitation | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 2 281 912,87 | 6 436 281,13 |
| Dettes fiscales et sociales (42, 43 et 44) | 62 645 403,76 | 65 013 503,51 |
| Autres dettes (46 et 47) | 6 913 467,97 | 7 645 555,07 |
| Dettes diverses | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 7 097 189,96 | 15 826 934,78 |
| Autres dettes | 0,00 | 0,00 |
| Produits constatés d'avance | 1 020 629,38 | 1 170 879,04 |
| TOTAL (3) Dettes * | 131 554 038,39 | 97 281 804,79 |
| TOTAL GÉNÉRAL (1) + (1 bis) + (2) + (3) | 5 483 847 838,26 | 5 493 033 411,23 |
| * Dont dettes à plus d'un an | 51 595 434,45 | 1 188 651,26 |
| Dont dettes à moins d'un an | 79 958 603,94 | 96 093 153,53 |

3.14 Bilan fonctionnel (en €)

| Bilan fonctionnel | 2016 | 2015 | Variation |
|--|-------------------------|-------------------------|------------------|
| Apport | 4 433 808 327,78 | 4 560 558 459,60 | |
| + écarts de réévaluation | 358 488,57 | 358 488,57 | |
| + réserves | 860 464 695,95 | 801 768 817,83 | |
| + report à nouveau | - 355 706 141,73 | - 355 706 141,73 | |
| + résultat de l'exercice | 50 654 102,97 | 58 695 878,12 | |
| + subventions d'investissement | 339 714 684,82 | 306 604 363,26 | |
| + amortissement et provisions | 1 410 007 293,97 | 1 205 563 323,69 | |
| = CAPITAUX PROPRES (1) | 6 739 301 452,33 | 6 577 843 189,34 | 2,45 % |
| Provisions pour risques et charges | 21 934 194,16 | 20 869 956,57 | |
| + emprunts et dettes assimilées | 52 660 881,80 | 2 535 208,25 | |
| = ENDETTEMENT À TERME (2) | 74 595 075,96 | 23 405 164,82 | |
| TOTAL des ressources stables (1 + 2) = (3) | 6 813 896 528,29 | 6 601 248 354,16 | 3,22 % |
| Immobilisations incorporelles | 341 212 804,21 | 318 551 197,28 | |
| + terrains | 400 077 450,38 | 420 592 414,76 | |
| + constructions | 350 386 501,48 | 337 161 617,32 | |
| + travaux et constructions sur la voie d'eau | 5 249 346 379,13 | 5 069 337 801,28 | |
| + installations, techniques, matériel et outillage industriels | 34 609 797,44 | 33 060 275,61 | |
| + autres immobilisations corporelles, mises en concession | 111 820 889,26 | 108 603 077,02 | |
| + immobilisations en cours | 237 309 558,78 | 245 861 537,63 | |
| + avances et acomptes | 18 727 404,40 | 18 497 418,34 | |
| + immobilisations financières | 16 502 812,61 | 16 079 455,57 | |
| = ACTIF IMMOBILISÉ NET (4) | 6 759 993 597,69 | 6 567 744 794,81 | |
| FONDS DE ROULEMENT (3 - 4) | 53 902 930,60 | 33 503 559,35 | 60,89 % |
| Stocks et en-cours | 152 870,42 | 162 522,79 | |
| + clients et débiteurs divers | 30 253 381,77 | 27 437 512,39 | |
| + personnel avances et acomptes | 115 258,23 | 76 986,61 | |
| + État et autres collectivités publiques | 7 426 517,60 | 43 147 689,37 | |
| + comptes transitoires ou d'attente | 3 163 571,43 | 3 373 079,75 | |
| = ACTIF CIRCULANT (5) | 41 111 599,45 | 74 197 790,91 | - 44,59 % |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 9 379 102,83 | 22 224 769,69 | |
| + personnel et comptes rattachés | 10 071 245,09 | 10 600 864,41 | |
| + Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 3 339 906,48 | 2 411 717,62 | |
| + État et autres collectivités publiques | 49 232 278,07 | 51 976 141,32 | |
| + produits constatés d'avance | 1 020 629,38 | 1 170 879,04 | |
| + comptes transitoires ou d'attente | 6 913 467,97 | 7 645 555,07 | |
| = PASSIF CIRCULANT (6) | 79 956 629,82 | 96 029 927,15 | 0,00 % |
| BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (5 - 6) | - 38 845 030,37 | - 21 832 136,24 | 77,93 % |
| + valeurs mobilières de placement | | | |
| + banques, établissements financiers et assimilés | 92 744 309,97 | 55 325 833,64 | |
| + régies d'avances | 3 651,00 | 9 861,95 | |
| = TRÉSORERIE ACTIF (7) | 92 747 960,97 | 55 335 695,59 | 67,61 % |

Le fonds de roulement augmente de 60,9 % (20,4 M€). Fin 2016, le fonds de roulement est de 53,9 M€. Les dépréciations des comptes clients sont réintégrées dans sa détermination. De ce fait, il inclut 19,9 M€ de dépréciations de comptes clients. Par ailleurs, 14,7 M€ de subventions d'investissement liées aux conventions CPER conclues avec la région Hauts-de-France ont été versées par avance et viennent abonder le fonds de roulement, mais concernent des investissements à venir sur 2017 et 2018 (ce qui aura pour effet de réduire d'autant le fonds de roulement à ce moment). Le fonds de roulement réellement disponible n'est donc que de 19,1 M€.

Le besoin en fonds de roulement de -38,8 M€ retrouve des niveaux similaires à 2014 (-41,2 M€) après une année atypique en 2015 (-21,5 M€) liée à un décalage d'encaissement de subvention AFITF sur 2016 pour 22,7 M€.

La trésorerie résultante de 92,7 M€ au 31 décembre 2016 est en hausse de 67,6% (+37,4 M€). Toutefois, cette évolution doit être nuancée dans la mesure où le dernier versement de subvention de l'AFITF de 22,7 M€ est intervenu le 4 janvier 2016 alors qu'il était attendu fin 2015 et que le conseil régional Hauts-de-France a versé dès 2016 une avance sur CPER de 14,7 M€. En tenant compte de ces deux opérations, la trésorerie aurait été stable sur l'année 2016.

La trésorerie de 92,7 M€ inclut 4,7 M€ de trésorerie dans le cadre d'opérations pour comptes de tiers (notamment avec l'Allemagne pour les travaux sur le barrage agricole de Breisach et la digue de Lauterbourg).

Elle doit aussi couvrir le besoin en fonds de roulement neutralisé des dépréciations de créances (38,8 M€ + 19,9 M€) et les provisions pour risques et charges (21,9 M€). Ces éléments conduisent donc à relativiser un niveau de trésorerie à fin 2016 qui pourrait sembler élevé.

3.1.5 Tableau de financement

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE 2016 (1^{re} partie) (en €)

| Emplois | 2016 | Ressources | 2016 |
|---|--------------------|--|--------------------|
| Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé : | | Capacité d'autofinancement de l'exercice | 81 061 495 |
| immobilisations incorporelles | 22 661 607 | Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé | |
| immobilisations corporelles | 169 163 839 | | |
| Immobilisations financières | 796 210 | Cessions d'immobilisations : | |
| | | incorporelles | |
| | | corporelles | 290 607 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | Cessions ou réductions d'immobilisations financières | 372 853 |
| Réduction des capitaux propres (réduction de dotations) | | Augmentation des capitaux propres | |
| | | Augmentation de dotations | 34 781 476 |
| | | Augmentation des autres capitaux propres | 46 388 922 |
| Remboursements de dettes financières | 1 140 416 | Augmentation des dettes financières | 51 266 090 |
| TOTAL des emplois | 193 762 072 | TOTAL des ressources | 214 161 443 |
| Variation du fonds de roulement net global (ressource nette) | 20 399 371 | Variation du fonds de roulement net global (emploi net) | |

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE 2016 (2^e partie) (en M€)

| Variation du fonds de roulement net global | Besoins (variation négative de 2016 à 2015) | Dégagement (variation positive de 2016 à 2015) | Exercice 2016 |
|---|---|--|------------------------|
| | | | Solde |
| VARIATION « EXPLOITATION » | | | |
| Variation des actifs d'exploitation : | | | |
| Stocks et en-cours | 0,00 | 9 652,37 | 9 652,37 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Créances clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation | 2 815 869,38 | 0,00 | - 2 815 869,38 |
| Variation des dettes d'exploitation : | | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation | 4 154 368,26 | 0,00 | - 4 154 368,26 |
| (A) VARIATION nette « exploitation » | 6 970 237,64 | 9 652,37 | - 6 960 585,27 |
| VARIATION « HORS EXPLOITATION » | | | |
| Variation du poste « autres débiteurs » | 0,00 | 32 976 190,29 | 32 976 190,29 |
| Variation par le report à nouveau | 311 412,29 | 0,00 | -311 412,29 |
| Variation du poste « autres créditeurs » | 8 691 298,60 | 0,00 | - 8 691 298,60 |
| (B) VARIATION nette « hors exploitation » | 9 002 710,89 | 32 976 190,29 | 23 973 479,40 |
| | | | |
| Cumul des variations « exploitation » et « hors exploitation » (besoin ou dégagement net de fonds de roulement) | 0,00 | 32 985 842,66 | 17 012 894,13 |
| VARIATION « TRÉSORERIE » | | | |
| Variation des disponibilités | 0,00 | - 37 412 265,38 | - 37 412 265,38 |
| Variation des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| (C) VARIATION nette « trésorerie » | 0,00 | - 37 412 265,38 | - 37 412 265,38 |
| VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL | | | |
| Emploi net | 20 399 371,25 | 0,00 | |
| ou | | | |
| Ressource nette | 0,00 | 0,00 | |

3.2 Annexes

3.2.1. Propos liminaires de l'annexe comptable

La présente annexe comptable fournit des informations sur les méthodes employées ainsi que des commentaires sur les principaux mouvements comptables enregistrés en 2016. Les notes et tableaux ci-dessous font partie intégrante de l'annexe. L'attention du lecteur est appelée sur les points suivants :

- Le domaine public fluvial, confié à VNF en gestion, a été en partie intégré à l'actif du bilan au 1^{er} janvier 2011. Il comprend donc, en plus des biens acquis intégrés dans le domaine privé, les ouvrages d'infrastructure (barrages, écluses, biefs ...) du domaine public fluvial confié depuis la création de l'Établissement, les terrains et les bâtiments, à l'exclusion des biens nécessaires au fonctionnement des services de l'État chargés de l'exploitation et de l'entretien des voies navigables.
- L'inventaire des biens confiés par l'État à VNF a été établi entre 2009 et 2012. Il n'a cessé depuis de faire l'objet de mises à jour, tant au niveau de ses objets fonciers et immobiliers, que des données qui s'y rapportent (adresse, contenance, statut, urbanisme, servitudes, occupation...).

Cette procédure de fiabilisation de l'inventaire s'est poursuivie en 2016. Il a notamment été question de réinterroger la problématique des ponts et passerelles, inscrits de façon inappropriée à l'actif de VNF, dans la mesure où le gestionnaire du pont est celui de la voie portée. Pour ce motif, ont été sortis comptablement de l'actif de VNF les ouvrages de type ponts et passerelles.

- Le référentiel de contrôle interne de VNF se développe. Outre les volets recettes et immobilisations, le module paye privée est désormais opérationnel depuis le 1^{er} janvier 2013. Les contrôles du comptable sur la dépense sont organisés selon les méthodes du contrôle hiérarchisé de la dépense explicitement prévues par l'article 42 du décret sur la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) n° 2012-1246 du 7 novembre 2012. Afin d'accélérer la reddition des comptes dans la perspective de la pleine application des dispositions du décret GBCP, une clôture intermédiaire a été réalisée en date du 30 septembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect des normes comptables et de l'instruction commune applicable aux établissements publics nationaux, du principe de prudence, et conformément aux hypothèses de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes et d'indépendance des exercices.

La présentation consolidée des comptes de VNF et ses filiales et participations est fournie dans un document spécifique.

3.2.2. Faits caractéristiques, comparabilité des comptes, principes comptables et méthodes d'évaluation

3.2.2.1 FAITS CARACTÉRISTIQUES

L'année 2016 a été marquée par les éléments qui suivent :

- Le 22 avril 2016, l'ordonnance relative à la création de la Société du Canal Seine-Nord Europe a été publiée. Le projet de décret relatif aux statuts de la future société de projet a été transmis au Conseil d'État en janvier 2017.
- Un plan de relance de l'investissement sur le réseau fluvial de 30 M€ a été annoncé par le secrétaire d'État chargé des transports en février 2016.
- Des crues importantes au printemps ont nécessité un plan d'urgence de dépenses de 12,84 M€ approuvé par le conseil d'administration du 23 juin 2016.
- Dans le prolongement de l'arrêt du 25 mars 2013 (société Climespace) de la Cour administrative d'appel de Paris estimant que la taxe hydraulique était une aide d'État contraire au droit communautaire, pour lequel l'établissement s'est pourvu en cassation, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a, dans un jugement du 25 septembre 2014, fait droit à une requête de la société urbaine de climatisation. VNF a interjeté appel de ce jugement devant la Cour administrative de Versailles le 4 décembre 2014. Dans l'affaire Climespace, le Conseil d'État a fait droit à la demande de VNF de censurer l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris par une décision du 21 octobre 2015. Il a renvoyé l'affaire devant la CAA de Paris. Une audience s'est tenue le 1^{er} décembre 2016. Au jour de la clôture, la décision n'est toujours pas connue.

Par ailleurs, et pour les mêmes motifs, la société EDF a introduit deux requêtes devant le tribunal administratif de Lille : la première porte sur les exercices 2009-2013 et la seconde sur les exercices 2014-2015. L'incidence maximum de ces recours portant sur les années 2009 à 2015, toujours pendant, est de six années de taxe hydraulique versée par EDF à l'établissement, soit 749,9 M€. Dans le cadre de la première procédure, la clôture d'instance a été fixée au 15 février 2017. Au 31 décembre 2016, VNF n'a pas constaté de provision sur ce risque dans la mesure où, d'une part, l'Établissement considère disposer d'éléments juridiques étayés quant au caractère légal de cette taxe et, d'autre part, aucun des jugements susmentionnés ne présente un caractère définitif.

3.2.2.2 COMPARABILITÉ DES COMPTES

La présentation des comptes annuels enregistre les modifications suivantes par rapport à 2015 :

- Conformément à la nomenclature commune appliquée dans les Établissements Publics administratifs, et en application du recueil des normes comptables des établissements publics, plus aucune opération n'a été comptabilisée en résultat exceptionnel. Une comptabilisation en produit et charge d'exploitation a été réalisée selon la nature de la dépense. Les comptes 2015 ont été retraités pour permettre la comparabilité des exercices (5,9 M€ en charges et 7,7 M€ en produits) ;
 - Suite à la mise en service en 2016 des barrages de Givet et de Monthermé, 50,3 M€ correspondant aux redevances R1 restant à verser pour ces deux ouvrages au 31/12/2016 sont comptabilisées en dettes financières (les redevances d'investissement R1 non encore payées des ouvrages mis en service sont assimilées à des dettes financières dans le cadre des contrats de PPP) ;
 - Pour la première année, les conventions de dons en nature dans le cadre du mécénat pour la replantation des arbres malades sur le canal du midi ont été comptabilisées en charges par nature et en produits pour 10 172 € ;
 - En 2016, les modalités de dépréciation des créances clients ont été modifiées par rapport à celles appliquées jusqu'en 2015. Les créances à plus d'un an et moins de 2 ans sont dépréciées en fonction du taux de recouvrement constaté sur ces créances alors qu'elles l'étaient précédemment pour leur totalité. Le taux de dépréciation appliqué sur ces créances est de 65%. Les dépréciations sont donc en 2016 de 0,77 M€ inférieures à ce qu'elles auraient été à méthode constante. L'incidence du changement de modalités figure en résultat ;
 - Pour la première année également, les charges fiscales relatives à la provision CET (salariés de droit privé) et congés payés ont été comptabilisées. La correction relative aux exercices antérieurs a eu un impact négatif sur le report à nouveau de 0,311 M€ ;
 - La mise en service comptable en 2016 d'immobilisations physiquement mises en service au cours des exercices précédents génère le calcul d'amortissements exceptionnels et de quotes-parts des financements rattachés. L'ajustement en résultant a été comptabilisé dans le poste « report à nouveau » de la situation nette. L'impact est de 0,943 M€ au débit du compte 119 « report à nouveau solde débiteur » ;
 - Le rattachement des subventions aux biens mis en service suite à la mise à jour du logiciel de suivi des immobilisations a permis d'effectuer les rattachements qui auraient dû être faits antérieurement à 2016. Un ajustement positif de 2,541 M€ a été comptabilisé au compte 110 en correction des estimations faites en 2015 (le calcul n'a pas été effectué par le logiciel mais d'une manière extra-comptable pour ces opérations). VNF poursuivra en 2017 le rattachement des financements aux actifs mis en service et procédera à la comptabilisation des corrections s'y rapportant ;
- L'ensemble des corrections d'erreur comptabilisées sur la période impacte le report à nouveau à hauteur de 1,286 M€.

3.2.3. Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement important survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes annuels et ayant un lien direct prépondérant avec une situation existant à la clôture n'a été constaté.

3.2.4 Les comptes de capitaux

3.2.4.1 LES CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres s'élèvent en fin d'exercice à 5 329 M€, en diminution de 45 M€ par rapport à 2015. Ils sont constitués ainsi :

| Capitaux propres (en M€) | 2014 | 2015 | Augmentation | Diminution | 2016 |
|--|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|
| Dotations de l'État | 4 677 | 4 561 | 223 | 350 | 4 434 |
| Subventions d'investissement reçues, nettes des transferts annuels au compte de résultat | 292 | 309 | 45 | 15 | 339 |
| Mise en réserve des résultats précédents | 732 | 802 | 58 | | 860 |
| Report à nouveau | - 359 | - 357 | 3 | 1 | - 355 |
| Résultat non encore affecté | 70 | 59 | 51 | 59 | 51 |
| TOTAL | 5 412 | 5 374 | 380 | 425 | 5 329 |

La variation des capitaux propres se répartit de la manière suivante :

| Objet | Impact positif sur les capitaux propres (en M€) | Impact négatif sur les capitaux propres (en M€) |
|---|---|---|
| Subvention perçues de l'AFIFT | 77,796 | |
| Quote part de subvention AFIFT transférée au résultat | | - 18,121 |
| Subvention perçues de l'Europe, régions, département et autres organismes (0,256 + 34,781) | 35,040 | |
| Quote part des subventions de l'Europe, des régions, départements, communes et d'autres organismes transférées au résultat | | - 4,212 |
| Neutralisation des amortissements reçu en dotation | | - 164,349 |
| Sorties du patrimoine suite à l'inventaire + Quote part subventions suite aux destructions et sorties de biens | | - 28,234 |
| Ecart de valorisation entre l'intégration du domaine et la valeur de clôture + Neutralisation des financements sur les biens sortis | 1,670 | |
| Sorties des véhicules État (totalement financés) | | - 3,580 |
| Sortie véhicules État 2007 | 3,580 | |
| Sorties du terrain Port Rambaut suite apport à la SCI Trobot | | - 0,280 |
| Sorties de la subvention des platanes et de barrage (Vic sur Aisne) | 1,329 | |
| Sorties de platanes et de barrage (Vic sur Aisne) | | - 1,329 |
| Neutralisation des amortissements des platanes | | - 0,493 |
| Neutralisation reprises de provisions platanes | 2,648 | |
| Ajustement du report à nouveau | 2,230 | |
| Résultat 2016 - En attente de décision d'affectation par le CA du 23 février 2017 | 50,654 | |
| TOTAL | 174,948 | - 220,599 |
| | | 45,651 |

3.2.4.2 LES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

LES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT REÇUES

| Subventions reçues (en M€) | Solde au 01-01-2016 | Augmentation | Diminution | Solde au 31-12-2016 |
|-------------------------------|---------------------|---------------|--------------|---------------------|
| État (AFITF compris) (10 413) | 708,78 | 86,87 | 8,91 | 786,74 |
| Régions (13 412) | 88,36 | 28,89 | 4,98 | 112,27 |
| Départements (13 413) | 6,47 | 1,47 | 0,20 | 7,73 |
| Communes (13 414) | 0,30 | 0,21 | 0,06 | 0,44 |
| Europe (13 416) | 51,56 | 6,70 | 1,00 | 57,26 |
| Autres subventions (13 415/7) | 206,37 | 6,43 | 4,24 | 208,57 |
| Mécénat (13 418) | 1,69 | 1,56 | 0,00 | 3,25 |
| TOTAL | 1 063,52 | 132,13 | 19,39 | 1 176,27 |

LES AMORTISSEMENTS DES SUBVENTIONS

| Amortissements des subventions (en M€) | Solde au 01-01-2016 | Augmentation | Diminution | Solde au 31-12-2016 |
|--|---------------------|--------------|-------------|---------------------|
| État (AFITF compris) (10493) | 58,89 | 18,13 | 0,09 | 76,93 |
| Régions (13492) | 1,57 | 2,99 | 0,00 | 4,57 |
| Départements (13493) | 0,14 | 0,15 | 0,00 | 0,30 |
| Communes (13494) | 0,00 | 0,02 | 0,00 | 0,02 |
| Europe (13496) | 14,12 | 0,00 | 0,15 | 13,97 |
| Autres subventions (13495/7) | 29,77 | 1,17 | 0,00 | 30,95 |
| Autres subventions (13498) | 0,00 | 0,02 | 0,00 | 0,02 |
| TOTAL | 104,49 | 22,50 | 0,24 | 126,75 |

Depuis l'exercice 2011, les subventions reçues sont amorties au même rythme que les biens qu'elles financent.

3.2.4.3 AUTRES FONDS PROPRES

Au titre de l'exercice 2016 dans le dossier « Bateaux Canal du Nord », 285 K€ ont été recouverts auprès des bateliers emprunteurs au titre du moratoire fixé en mars 2009.

| Autres fonds propres (en M€) | Solde au 01/01/2016 en M€ | Augmentation | Diminution | Solde au 31-12-2016 en M€ |
|----------------------------------|---------------------------|--------------|------------|---------------------------|
| Avance du Conseil Régional N-PdC | 1,35 | 0,00 | 0,28 | 1,07 |
| Prêts aux bateliers | 1,20 | 0,00 | 0,29 | 0,91 |

Il reste 10 dossiers à traiter pour un montant total au 31 décembre 2016 de 1 065 447,35 €. Les paiements des dossiers en cours pour 281 k€ ont été versés au conseil régional Nord Pas de Calais. Les versements des bateliers au titre de l'année 2016 s'élèvent au 31 décembre 2016 à un montant de 285 K€.

3.2.4.4 LES PROVISIONS

Les montants des provisions sont présentés sous le tableau suivant :

| Provisions (en €) | Provisions au 01-01-2016 | Dotations | Reprises | Provisions au 31-12-2016 |
|-------------------------|--------------------------|---------------------|-------------------|--------------------------|
| Provisions pour risques | 12 118 835,00 | 494 091,00 | 834 233,00 | 11 778 693,00 |
| Provisions pour charges | 8 751 121,57 | 1 404 379,59 | 0,00 | 10 155 501,16 |
| TOTAL | 20 869 956,57 | 1 898 470,59 | 834 233,00 | 21 934 194,16 |

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus au cours de l'exercice ou en cours à la date de clôture, rendent probables quant à leur objet, mais dont la réalisation et l'échéance peuvent demeurer incertaines (Règlement n° 00-6 du CRC). Une provision pour risque est la transcription d'une obligation qui provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

PROVISIONS POUR CHARGES

Les provisions pour charges sont réparties en quatre sous-catégories.

| Provisions pour charges | Provisions au 01-01-2016 | Dotations | Reprises | Provisions au 31-12-2016 |
|--------------------------------------|--------------------------|---------------------|-------------|--------------------------|
| Médailles du Travail | 233 951,74 | 20 915,21 | | 254 866,95 |
| Indemnités de fin de carrière | 2 578 318,83 | 495 928,38 | | 3 074 247,21 |
| Provisions pour CET | 3 974 932,00 | 593 998,00 | | 4 568 930,00 |
| Charges sociales et fiscales sur CET | 1 963 919,00 | 293 538,00 | | 2 257 457,00 |
| TOTAL | 8 751 121,57 | 1 404 379,59 | 0,00 | 10 155 501,16 |

PROVISIONS POUR COMPTES ÉPARGNE TEMPS (CET), CHARGES DE RETRAITE ET MÉDAILLES :

Conformément à l'avis n° 2012-01 du conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP), et dans le cadre de la prise en charge de la paie des collaborateurs fonctionnaires ou sous contrat de droit public, l'établissement a comptabilisé dès l'exercice 2013 les provisions et charges relatives aux comptes épargne-temps pour 4,45 M€. Pour la première fois en 2016, les charges fiscales sur CET et indemnités de départ en retraite (IDR) ont été comptabilisées au taux de 13,5 %.

En application de la recommandation du CNC n° 2003-R-01, VNF comptabilise au titre des avantages consentis au personnel des provisions pour médailles du travail et pour indemnités de fin de carrière.

La provision pour les indemnités de fin de carrière des personnels de droit privé (c-158-2) retient comme critères par salarié :

1. âge du salarié
2. ancienneté dans l'établissement au 31/12/N
3. ancienneté dans l'établissement le jour ou le salarié part en retraite (65 ans)
4. indemnité et charges pour le salarié au 31/12/N

À ces éléments sont affectés plusieurs coefficients : 7,52 % correspondant au taux de rotation, application de l'indice INSEE TD-TV 01-03 pour la table de survie, 0,88 % au titre du taux de revalorisation et 1,67 % pour l'actualisation – au taux moyen de rendement des obligations privées – (à compter de 2015, le taux d'actualisation pris en compte retient sa moyenne sur 2 ans afin de limiter la volatilité des ajustements). Le taux de charges sociales retenu est de 54 % et celui de charges fiscales de 13,5 %.

La combinaison de ces données permet de déterminer un engagement à constater par salarié et de comptabiliser la provision. Les provisions relatives aux indemnités de fin de carrière, 3,1 M€ au 31 décembre 2016, sont en augmentation notamment en raison de l'évolution du taux d'actualisation.

3.2.4.5 LES DETTES FINANCIÈRES

VNF n'a pas d'emprunt auprès d'un établissement bancaire. Les seules dettes financières comptabilisées jusqu'en 2015 étaient les dépôts et cautionnements reçus, à restituer à l'échéance. Les dépôts et cautionnements reçus concernent des

avances sur les COT attribuées pour les bateaux à usage commercial, pour les bateaux logements ou pour les maisons éclusières. Au 31 décembre 2016, ils s'élèvent à 1,3 M€.

En 2016, VNF a comptabilisé une dette financière dans le cadre du PPP Barrages de l'Aisne et de la Meuse correspondant à la dette relative aux barrages mis en service sur 2016 (Givet et Monthermé). En effet, les barrages mis en service ont été activés dans les immobilisations avec pour contrepartie la dette financière correspondant à la somme des redevances à payer durant le contrat.

Les redevances d'investissement R1 des ouvrages mis en service et non encore payées sont assimilées à des dettes financières dans le cadre des contrats de PPP. De ce fait, suite à la mise en service en 2016 des barrages de Givet et de Monthermé, 50,3 M€ correspondant aux redevances R1 restent à verser pour ces deux ouvrages au 31/12/2016, et sont comptabilisées en dettes financières à la clôture 2016.

3.2.5 Les immobilisations

Depuis la création de VNF, les immobilisations inscrites au bilan de VNF correspondaient essentiellement aux travaux, constructions et acquisitions réalisées par VNF. L'ensemble des immobilisations, corporelles, incorporelles ou financières, était évalué à leur coût d'acquisition ou de production.

Le domaine public confié à VNF en gestion a fait en partie l'objet d'un recensement et d'une évaluation en 2010. Une partie de celui-ci, correspondant à des terrains, bâtiments et maisons éclusières dont VNF a le contrôle, a été inscrit à son bilan au 31 décembre 2010. Une deuxième vague d'inscription correspondant aux ouvrages techniques sur la voie d'eau a été effectuée dans le cadre des comptes de l'exercice 2011.

Le total de l'actif immobilisé brut au bilan 2016 est de 6 760 M€. Compte tenu des amortissements et provisions pour un total de 1 390 M€, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé ressort à 5 370 M€.

3.2.5.1 L'INVENTAIRE DU DOMAINE PUBLIC CONFIE

En application de l'article 1 alinéa 2 de la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, l'État a confié à VNF les voies navigables proprement dites et leurs dépendances ainsi que les biens meubles et immeubles nécessaires à l'accomplissement de ses missions. En conséquence Voies navigables de France s'est vu attribuer ce patrimoine, dont il perçoit les produits d'exploitation et qu'il peut valoriser ou céder sous réserve des règles relatives à la domanialité publique.

En application de l'article 2 du décret n° 91-796 du 20 août 1991 relatif au domaine confié à Voies navigables de France par l'article 124 de la loi de finances pour 1991, la circulaire du 30 mars 1992 prévoyait que les ministres chargés du domaine et des voies navigables fixeraient par arrêté la liste des immeubles nécessaires à l'exercice des missions de Voies navigables de France et qui lui sont confiés.

En 2010, l'inventaire du domaine public fluvial a été fiabilisé et évalué. Au 31 décembre 2010 aucun arrêté de transfert n'avait été pris et publié. Toutefois, au sens économique, VNF ayant le contrôle de ces biens, les terrains et bâtiments sur la voie d'eau ont été inscrits dans les comptes en 2010 et les terrains de halage en 2011. Pour cette opération, a été sortie la valeur des travaux effectués sur le domaine intégré. Le patrimoine intégré a été valorisé au 1^{er} janvier 2011.

La mise en place de l'EPA au 1^{er} janvier 2013 et la mise en œuvre des dispositions du décret n° 2012-1083 du 25 septembre 2012 font que les comptes de l'exercice 2016 comportent l'ensemble des biens de l'État confiés à VNF pour l'exercice de ses missions.

3.2.5.2 PRINCIPES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION DES IMMOBILISATIONS

L'ensemble des immobilisations, corporelles, incorporelles ou financières, est évalué à leur coût d'acquisition ou de production à l'exception des immobilisations du domaine public confié par l'État.

Il est précisé que le domaine intégré en 2010 (terrains et bâtiments), pour les éléments nouvellement recensés, a été évalué sur une valeur brute de 370 M€ correspondant à la valeur vénale d'usage, c'est-à-dire à la valeur des actifs au regard de leur

utilisation et de leur état actuel. VNF n'a pas pris en compte le potentiel de valorisation qui pourrait résulter d'un changement de destination ou d'une cession du bien pour les terrains.

Pour les biens banalisés (comme les logements ou les bureaux), cette valeur d'usage se confond avec la valeur de marché (vénale). Pour les biens non banalisés (comme les terrains), cette valeur est déterminée à partir de la valeur de marché du foncier, à laquelle s'ajoutent les coûts nécessaires à la constitution des aménagements utiles à leur usage.

Pour les ouvrages de l'infrastructure, la valeur d'intégration a été calculée sur la base de la valeur d'usage, en tenant compte du potentiel de service résiduel des actifs. Les évaluations ont été élaborées à partir du schéma directeur de maintenance de la voie d'eau, qui estimait le coût de remplacement des ouvrages et envisageait leur durée de vie résiduelle.

En 2016, VNF a mis en expérimentation une méthode d'évaluation de la production immobilisée visant à recenser à terme l'ensemble des travaux, études, suivis pour les projets d'investissement les plus importants.

Ainsi, ont été comptabilisées les productions immobilisées dans le cadre des projets de PPPBAM (755 k€), de conception du système d'information fluviale sur le Rhin supérieur (SIFRS) (304 k€) et de la mise en place du logiciel budgétaire et comptable SICAVE GBCP (392 k€).

S'agissant des projets plus classiques d'investissement, les activités d'études du service maîtrise d'œuvre de la direction territoriale Nord-Pas-de-Calais (763 k€) ont aussi été comptabilisées. La démarche sera poursuivie en 2017 auprès des autres directions territoriales.

La production à soi-même d'immobilisations s'élève à 6,2 M€ en 2016. Le projet de canal Seine-Nord Europe et pour une moindre part l'atelier de Férin (Nord) participent comme les autres années à la production immobilisée.

Comme évoqué précédemment, l'année 2016 a été marquée par la comptabilisation des premiers barrages mis en service dans le cadre du contrat PPPBAM. Les redevances 2016 et futures dites de « coût de construction » ont été inscrites à l'actif pour un montant de 51,2 M€ (concernant les barrages de Givet et Montherme) en contrepartie d'une dette financière de même montant. Les redevances payées en 2016 et futures concernant ce « coût de construction » viendront en diminution de cette dette. C'est ainsi qu'à la clôture 2016, la dette restante sur ces deux mises en service s'élève à 50,3 M€ compte tenu des redevances 2016 versées pour 859 k€.

Concernant la durée d'amortissement de ces biens, le choix a été fait de les amortir sur la durée maximale actuellement retenue par VNF, à savoir 70 ans.

3.2.5.3 LES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS

L'établissement respecte les termes du décret n° 91-796 du 20 août 1991 relatif au domaine confié en ce qui concerne le changement d'utilisation et l'aliénation des biens du domaine géré, et les prescriptions de la circulaire n° 92-16 du 30 mars 1992 portant instruction relative à la consistance du domaine public fluvial confié. Ainsi, les immeubles confiés à l'établissement public ne peuvent faire l'objet d'un déclassement, d'un changement d'affectation, d'un transfert de gestion ou d'une aliénation que dans les conditions et suivant les procédures applicables aux biens de l'État.

3.2.5.4 TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS EN 2016

Les immobilisations brutes de VNF passent de 6 568 M€ à la clôture de l'exercice 2015 à 6 760 M€ au 31 décembre 2016, soit une variation de 192 M€.

| Situation et mouvements en € | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations totales brutes | Diminutions totales brutes | Valeur brute à clôture de l'exercice |
|--|--|------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|
| Immobilisations incorporelles | 123 463 433,88 | 5 048 900,25 | 65 797,24 | 128 446 536,89 |
| Immobilisations incorporelles en cours | 195 087 763,40 | 19 112 194,23 | 1 433 690,31 | 212 766 267,32 |
| Immobilisations corporelles | 5 968 755 185,99 | 212 031 995,59 | 34 546 163,89 | 6 146 241 017,69 |
| Immobilisations corporelles en Cours | 264 358 955,97 | 135 684 178,66 | 144 006 171,45 | 256 036 963,18 |
| Immobilisations financières | 16 079 455,57 | 796 209,86 | 372 852,82 | 16 502 812,61 |
| TOTAL | 6 567 744 794,81 | 372 673 478,59 | 180 424 675,71 | 6 759 993 597,69 |

Les augmentations d'immobilisations 2016 sont générées par :

| | |
|---|------------|
| les investissements de l'année | 174,103 M€ |
| les mises en service comptables (entrées des comptes 20 et 21) dont deux barrages du contrat PPPBAM pour 54,6 M€ (y compris 3,5 M€ en provenance des immobilisations en cours) et 0,9 M€ du compte 23 au compte 661 | 193,704 M€ |
| l'intégration des écarts d'inventaire | 2,566 M€ |

Les diminutions sont principalement générées par la sortie des actifs liés :

| | |
|--|------------|
| aux mises en service comptables (sorties des comptes 23) | 143,413 M€ |
| aux cessions de l'année | 5,939 M€ |
| aux écarts d'inventaire | 28,314 M€ |
| aux annulations / dépenses antérieures | 0,457 M€ |

LES IMMOBILISATIONS EN COURS

Les en-cours d'immobilisations, corporelles ou incorporelles, augmentent de 9,4 M€ sur l'année 2016. L'objectif de mises en service pour 2016 avait été fixé à 140 M€ et les réalisations sont de 143,4 M€.

Les immobilisations corporelles en cours représentent 3,79 % de l'actif immobilisé brut de VNF au 31 décembre 2016 (4,03 % au 31/12/2015, 4,50 % au 31/12/2014). Les immobilisations incorporelles en cours représentent 3,15 % de l'actif (2,97 % au 31/12/2015, 2,91 % au 31/12/2014).

| En cours immobilisations en € | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à clôture de l'exercice |
|-------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|--------------------------------------|
| En-cours immo. incorporelles | 195 087 763,40 | 19 112 194,23 | 1 433 690,31 | 212 766 267,32 |
| En-cours immo. corporelles | 264 358 955,97 | 135 684 178,66 | 144 006 171,45 | 256 036 963,18 |
| TOTAL | 459 446 719,37 | 154 796 372,89 | 145 439 861,76 | 468 803 230,50 |

Les immobilisations incorporelles en cours

Les immobilisations incorporelles en cours comprennent les études réalisées par VNF qui s'élèvent à fin 2016 à 212,8 M€. Ce montant englobe les études de la mission Seine-Nord Europe à hauteur de 200,7 M€, qui sont valorisées d'une part par des commandes directes auprès de fournisseurs, et d'autre part par le biais de la production immobilisée de VNF. Ces montants ne sont pas encore soumis à l'amortissement.

| En cours : immobilisations incorporelles en € | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à clôture de l'exercice |
|---|--|----------------------|---------------------|--------------------------------------|
| Avances et acomptes | 2 674 871,76 | 2 361 839,71 | 350 906,58 | 4 685 804,89 |
| Etudes Grande Liaisons | 188 740 428,89 | 11 197 090,49 | 0,00 | 199 937 519,38 |
| Etudes Saône Moselle – Saône Rhin | 1 563 211,41 | 3 369 868,03 | 113 638,88 | 4 819 440,56 |
| Etudes informatique | 2 109 251,34 | 2 211 694,80 | 997 443,65 | 3 323 502,49 |
| TOTAL | 195 087 763,40 | 19 140 493,03 | 1 461 989,11 | 212 766 267,32 |

Lorsque la société de projet dédiée à la réalisation du canal Seine-Nord Europe sera active, les immobilisations relatives à ce projet lui seront intégralement transférées. Les conventions de transfert sont actuellement en discussion.

Les immobilisations corporelles en cours

Les immobilisations corporelles en cours s'élèvent à 256,0 M€, en baisse de 8,3 M€. C'est le résultat de l'effort produit par les services en matière de mises en service comptables des immobilisations. Ce montant correspond à moins de deux années d'investissement de VNF.

| En cours : immobilisations corporelles en € | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à clôture de l'exercice |
|---|--|-----------------------|-----------------------|--------------------------------------|
| Terrains | 22 439 718,47 | 9 568 780,89 | 945 471,34 | 31 063 028,02 |
| Bâtiments, ouvrages, autres | 241 919 237,50 | 126 115 397,77 | 143 060 700,11 | 224 973 935,16 |
| TOTAL | 264 358 955,97 | 135 684 178,66 | 144 006 171,45 | 256 036 963,18 |

LES IMMOBILISATIONS**Les immobilisations incorporelles**

| Immobilisations Incorporelles en € | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à clôture de l'exercice |
|------------------------------------|--|---------------------|------------------|--------------------------------------|
| R&D. Etudes - 203 | 96 213 189,01 | 1 044 927,56 | 44 612,01 | 97 213 504,56 |
| Licences - 205 | 27 250 244,87 | 3 849 872,69 | 21 185,23 | 31 078 932,33 |
| Fonds de commerce - 207 | 0,00 | 154 100,00 | | 154 100,00 |
| TOTAL | 123 463 433,88 | 5 048 900,25 | 65 797,24 | 128 446 536,89 |

La variation des immobilisations incorporelles se traduit par une hausse de 5,0 M€ correspondant notamment à 1,6 M€ de mises en service comptables et 3,1 M€ d'acquisitions informatiques.

Les immobilisations corporelles

| Immobilisations corporelles en € | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à clôture de l'exercice |
|----------------------------------|--|-----------------------|----------------------|--------------------------------------|
| Terrains | 429 187 791,67 | 2 780 089,00 | 22 926 791,73 | 409 041 088,94 |
| Bâtiments, ouvrages | 5 397 904 041,69 | 200 345 946,18 | 7 480 745,82 | 5 590 769 242,05 |
| Matériels, collections, mobilier | 141 404 189,30 | 8 905 960,41 | 4 138 626,34 | 146 171 523,37 |
| Immos mises en concessions | 259 163,33 | | | 259 163,33 |
| TOTAL | 5 968 755 185,99 | 212 031 995,59 | 34 546 163,89 | 6 146 241 017,69 |

Les immobilisations corporelles s'élèvent à 6 146,2 M€ à la clôture de l'exercice 2016 et sont en hausse de 177,5 M€.

Il s'agit notamment des intégrations des mises en service de l'année 2016 pour 192,1 M€ (dont 51,15 M€ pour le PPPBAM), des investissements de l'année pour 17,3 M€, des sorties d'écarts d'inventaire pour -28,3 M€, des entrées d'écart d'inventaire pour 2,6 M€ et des cessions pour 5,9 M€.

Les immobilisations financières

| Situation et mouvements en € | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à clôture de l'exercice |
|---|--|---------------|-------------|--------------------------------------|
| Immobilisations financières | 16 079 455,57 | 796 209,86 | 372 852,82 | 16 502 812,61 |
| DÉTAIL | | | | |
| Les titres de participation et actions de sociétés filiales | | | | 11 884 866,20 |
| Bateaux Canal du Nord pour le compte du CRNPDC | | | | 910 770,96 |
| Créances diverses, dépôts et cautionnement donnés | | | | 958 491,04 |
| Prêts aux personnels (dont effort de construction 1,1 M€) | | | | 1 248 684,41 |
| Fonds de prêts d'honneur Fluvial Initiative | | | | 1 500 000,00 |
| TOTAL | | | | 16 502 812,61 |

TABLEAU DES FILIALES

| Participations (en €) | Nombre de titres | Valeur brute au bilan 31-12-2016 | Capital de l'entreprise | Pourcentage détenu |
|----------------------------------|------------------|----------------------------------|-------------------------|--------------------|
| SAS Rives et Développement (RSD) | 1 320 | 1 320 000,00 € | 2,20 M€ | 60,00 % |
| SAS Île Folien | 5 010 | 5 010,00 € | 0,01 M€ | 50,10 % |
| SCI 45 Quai Rambaud | 472 501 | 945 002,00 € | 1 89 M€ | 49,99 % |
| SCI Les Salins | 1 305 250 | 1 305 250,00 € | 2,90 M€ | 45,00 % |
| SCI Espace Sucrière | 24 200 | 2 420 000,00 € | 4,84 M€ | 50,00 % |
| SCI Polygone Confluent | 1 582 800 | 1 582 800,00 € | 5,27 M€ | 30,00 % |
| SCI Pavillon vert | 2 246 600 | 2 246 600,00 € | 5,61 M€ | 40,00 % |
| SCI Pavillon 52 | 1 813 490 | 1 813 490,00 € | 5,18 M€ | 35,00 % |
| SCI TROBOT | 768 845 | 238 342,00 € | 0,77 M€ | 31,00 % |
| TOTAL | | 11 876 494,00 € | | |

Sur 2016, l'établissement a participé à la création de la SCI TROBOT, dit « La capitainerie » à hauteur de 238 K€ par l'apport d'un terrain de même montant. Cette opération poursuit le développement de la zone du « Port Rambaud » à Lyon où VNF dispose de terrains.

3.2.5.5 LES AMORTISSEMENTS ET LES DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS**POLITIQUE D'AMORTISSEMENT**

Les amortissements des biens immobilisés sont calculés à compter de la date de mise en service connue.

Les frais annexes relatifs à l'acquisition ou à la production d'une immobilisation, les droits de mutation, les honoraires ou commissions et les frais d'actes, sont intégrés à celle-ci.

Les amortissements pratiqués par VNF sont uniquement de type linéaire.

Les immobilisations corporelles suivantes de Voies navigables de France font l'objet d'amortissement en application de la méthode des composants.

Un seuil de 15 % du total de l'immobilisation peut être pris en considération pour la détermination de ces composants, avec un minimum de 500 euros HT par composant.

Engins flottants motorisés

Les engins flottants motorisés font l'objet d'un amortissement sur le modèle suivant :
Structure, moteur, accessoires.

- La structure « coque » est amortie sur une durée de 25 ans ;
- Les moteurs sont amortis sur une durée de 15 ans ;
- Les autres éléments sont amortis sur une durée de 5 ans.

Bâtiments et locaux administratifs ou techniques

Les bâtiments administratifs font l'objet d'un amortissement sur le modèle suivant :
Structure, étanchéité, aménagement-agencement, installations techniques.

- La structure est amortie sur une durée de 50 ans ;
- L'étanchéité est amortie sur une durée de 20 ans ;
- L'aménagement et l'agencement sont amortis sur une durée de 15 ans ;
- Les équipements et installations générales font l'objet d'un amortissement sur 10 ans

L'analyse des coûts de remplacement des parties d'ouvrages, et des durées de vie associées telles qu'elles ont été définies dans le cadre du schéma directeur de maintenance des voies navigables, et servant de base à la valorisation des ouvrages, a entraîné une mise à jour de la décomposition des immobilisations par composant et des durées d'amortissement. La principale modification réside dans l'augmentation de la durée d'amortissement composant le génie civil, qui passe de 50 à 70 ans, pour tenir compte des durées réelles d'utilisation.

Depuis l'exercice comptable 2011, la nouvelle nomenclature des composants comptables des ouvrages sur la voie d'eau, avec leur durée d'utilisation, est ainsi qu'il suit :

| Ouvrages – Composants comptables | Durée d'amortissement | Exemples |
|-------------------------------------|-----------------------|---|
| ÉCLUSES | | |
| Structure – Têtes et sas | 70 ans | Bajoyer, murs, radiers, couronnement |
| Portes | 50 ans | Vantaux, lisses, passerelles |
| Articulations et équipements | 30 ans | Appuis de portes et roulement, articulations |
| Commande et manœuvre | 10 ans | Poste de commandes, centrale hydraulique, signalisation |
| BARRAGES | | |
| Structure – Radier, piles et culées | 70 ans | Bajoyers, piles et culées, gros œuvre des passes |
| Bouchures | 50 ans | Vannes, vannages, panneaux de bouchure |
| Articulations et manœuvres | 20 ans | Articulation des vannes, motorisation des commandes |
| Commandes de signalisation | 10 ans | Poste de commande, centrale hydraulique, signalisation |
| PONT-CANAL | | |
| Structure – Génie civil | 70 ans | Gros œuvre des ponts, etc. |
| Cuvelage | 50 ans | Cuvelage des ponts-canaux |
| CANAL TUNNEL | | |
| Tunnels | 70 ans | Têtes et voûtes |
| BIEFS | | |
| Biefs | 70 ans | Bief, digues, berges, chenal, etc. |

Les dépenses de gros entretien ou de grandes révisions ne sont pas incluses dans le dispositif des composants.

Les études, lorsqu'elles donnent lieu à des opérations réelles, seront amorties sur une durée de 5 ans. Dans le cas contraire, elles sont passées en charges de fonctionnement.

Par exception, pour les opérations d'intégration du domaine public en 2010 les amortissements des bâtiments ont dû être adaptés à la durée de vie résiduelle des biens.

Bien en bon ou moyen état

- Structure : trente ans au lieu de cinquante ans
- Étanchéité : quinze ans au lieu de vingt ans
- Aménagements : dix ans au lieu de quinze ans

Bien en mauvais état

- Structure : quinze ans au lieu de cinquante ans
- Aucun composant technique

Les autres immobilisations de VNF sont amorties dans les conditions suivantes :

| Catégories d'immobilisations | Durée (ans) |
|--|-------------|
| Matériels et outillages industriels | 10 |
| Mobiliers de bureau/reprographie | 5 |
| Camions | 10 |
| Téléphonie et informatique | 3 |
| Matériel installation | 5 |
| Stands d'exposition | 3 |
| Agencements, stockage, magasinage | 10 |
| Autres immobilisations incorporelles | 5 |
| Études relatives aux nouveaux systèmes d'information | 5 |
| Matériel outillage, matériel d'occasion | 5 |

Cette politique d'amortissement est définie par les délibérations du conseil d'administration des 12 décembre 2007 et du 29 mars 2012.

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS EN 2016

Les amortissements s'élèvent globalement à 1 376 M€ au 31/12/2016 par application de la politique décrite au point précédent.

| Amortissements (en M€) | Valeur à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur à clôture de l'exercice |
|-------------------------------|------------------------------------|-----------------------|---------------------|--------------------------------|
| Immobilisations incorporelles | 99 038 414,75 | 10 084 597,05 | 65 797,24 | 109 057 214,56 |
| Immobilisations corporelles | 1 070 332 453,34 | 203 548 826,79 | 7 122 295,93 | 1 266 758 984,20 |
| TOTAL | 1 169 370 868,09 | 213 633 423,84 | 7 188 093,17 | 1 375 816 198,76 |

La charge d'amortissement est neutralisée à hauteur de 164,8 M€ par reprise sur les dotations « État » en application de l'avis du CNOCP 2011-10

TABLEAU DES DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS

Les dépréciations d'actifs immobilisés ont concerné les immobilisations corporelles et les immobilisations financières.

| TABLEAU DES DÉPRÉCIATIONS 2016 | | | | |
|--------------------------------|------------------------------------|-------------------|---------------------|-----------------------------------|
| Situation et mouvements (en €) | Valeur à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur à la clôture de l'exercice |
| Immobilisations incorporelles | 0,00 | | | 0,00 |
| Immobilisations corporelles | 14 831 101,54 | | 2 648 477,96 | 12 182 623,58 |
| Immobilisations financières | 1 654 681,00 | 603 893,00 | 125 814,00 | 2 132 760,00 |
| TOTAL | 16 485 782,54 | 603 893,00 | 2 774 291,96 | 14 315 383,58 |

Fin 2014, 18 585 platanes du canal du Midi sur 42 000 étaient malades (chancre coloré) et devaient être remplacés. Compte tenu du rythme de propagation de la maladie, la totalité des platanes est potentiellement menacée. La loi du 31 juillet 2000 sur la protection sanitaire des végétaux fait obligation à VNF de procéder à l'abattage et au brûlage des arbres dans le délai d'un mois à compter de la contamination. L'absence d'abattage des arbres pourrait conduire à suspendre la navigation sur le canal en raison des risques pour la sécurité des plaisanciers (chutes de branches, effondrements de berges). L'absence de replantation aurait en outre un impact négatif sur la fréquentation du site. Fin 2014, ces 18 585 arbres malades étaient dépréciés dans les comptes de VNF.

En 2015, 1 247 arbres ont été sortis et leur dépréciation reprise pour 0,998 M€. Sur les 40 753 arbres restants, 17 338 étaient toujours dépréciés pour un montant ajusté de 0,752 M€ suite à l'amortissement 2015.

2 262 arbres supplémentaires ont été recensés comme malades en 2015 et dépréciés pour 1,712 M€.

En 2016, 901 arbres ont été sortis et leur dépréciation reprise pour 0,682 M€. Sur les 39 852 arbres restants, 17 252 étaient toujours dépréciés pour un montant ajusté de 1,095 M€ suite à l'amortissement 2016.

Il n'y a pas eu de nouvelle dépréciation en 2016 concernant d'éventuels nouveaux arbres malades.

Les immobilisations financières étaient dépréciées, jusqu'à 2014, en rapprochant la base de la dernière valeur des capitaux propres connus aux montants des titres de participation inscrits au bilan de VNF. En 2015, cette estimation a été modifiée en ne tenant plus compte de la valeur des capitaux propres mais de la plus-value potentielle dégagée en rapport avec la valeur d'expertise obtenue sur 2015. Cette méthode donne ainsi une valeur « plus fiable » des titres de participations de VNF. Cette méthode a été conservée en 2016.

Le tableau ci-dessous retrace, pour les différentes filiales de VNF, les données de l'exercice 2016 connues à la date de l'arrêté des comptes de VNF:

| Participations (compte 261) (en M€) | Pourcentage détenu | Résultats 2016 | Capitaux Propres nets au 31-12-2016 |
|---------------------------------------|--------------------|----------------|-------------------------------------|
| SAS Rives et Développement | 60,00 % | 209 689 | 884 448 |
| SAS Île Folien | 50,10 % | - 3 296 | 3 546 |
| SCI 45 Quai Rambaud | 49,99 % | 244 768 | 2 136 226 |
| SCI Les Salins | 45,00 % | - 272 141 | - 1 562 344 |
| SCI Espace Sucrière | 50,00 % | 398 097 | 3 971 016 |
| SCI Pavillon vert | 40,00 % | - 473 834 | 1 923 687 |
| SCI Pavillon 52 | 35,00 % | - 744 097 | 3 983 342 |
| SCI Polygone Confluent (données 2015) | 30,00 % | - 1 090 771 | 2 249 728 |
| SCI Trobot (création 2016) | 31,00 % | - 41 930 | 726 915 |

La SCI TROBOT, créée en avril 2016 pour la rénovation du bâtiment dit « La Capitainerie », présente un résultat déficitaire pour sa première année d'existence. A la clôture 2016, la rénovation est en cours et des investissements ont été réalisés sur 2016.

TABLEAU DES DÉPRÉCIATIONS FINANCIÈRES 2016 (en €)

| Filiales | Valeur à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur à la clôture de l'exercice |
|------------------------|------------------------------------|----------------|----------------|-----------------------------------|
| SAS RSD | 915 145 | | 125 814 | 789 331 |
| SAS Île Folien | - | 3 228 | | 3 228 |
| SCI Polygone confluent | 580 650 | 327 232 | | 907 882 |
| SCI Pavillon 42 | 158 886 | 260 434 | | 419 320 |
| SCI Trobot | - | 12 998 | | 12 998 |
| TOTAL | 1 654 681 | 603 893 | 125 814 | 2 132 760 |

3.2.5.6 LA VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS

La contraction entre les valeurs brutes et les amortissements ou provisions permet de déterminer les valeurs nettes des postes du bilan.

Ainsi, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé de VNF est de 5 369,9 M€, en diminution de 12,0 M€

3.2.6 Stocks

L'atelier de Férin (département du Nord) fabrique pour les besoins internes de VNF des pièces métalliques nécessaires au fonctionnement des ouvrages (fabrication de portes d'écluses, fabrication de pièces de rechange...). L'atelier a besoin de constituer des stocks de matières (essentiellement de l'acier, sous plusieurs formes) qui en 2016 atteignent une valeur de 153 K€, en diminution de 10 K€ par rapport à 2015.

3.2.7 Comptes de tiers**3.2.7.1 LES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE****LES DETTES « FOURNISSEURS »**

Les restes à payer sont traditionnellement très importants à VNF compte tenu du fait que le cycle d'exécution du budget repousse sur les 2 derniers mois de l'année l'exécution de près de 50 % du budget. Les prestations en instance au 31 décembre sont alors payées au cours du mois de janvier de l'exercice suivant.

En raison de la bascule du logiciel budgétaire et comptable au 1^{er} janvier 2017 vers un logiciel compatible GBCP, l'ensemble des mandats pris en charge a été payé. Les dettes fournisseurs, hors charges à payer et factures non parvenues, ne concernent donc que les retenues de garantie et oppositions. Elles sont ainsi de 0,1 M€ en fonctionnement et de 3,7 M€ en investissement.

Les restes à payer fin 2016 s'élèvent à 9,4 M€ en baisse de 57,8 % par rapport à 2015. Ils évoluent de la façon suivante :

| Restes à payer (en M€) | 31-12-2016 | 31-12-2015 | 31-12-2014 | 31-12-2013 | 31-12-2012 | 31-12-2011 | 31-12-2010 |
|---|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|-------------|
| Fonctionnement | 0,1 | 0,2 | 2,3 | 2,3 | 16 | 21,2 | 13,8 |
| Investissement* | 3,7 | 3,4 | 10,5 | 9,2 | 32,7 | 56,2 | 43,5 |
| Factures non parvenues, charges à payer | 5,6 | 18,7 | 32,3 | 32,6 | 19,9 | 14,6 | 10,8 |
| TOTAL | 9,4 | 22,3 | 45,1 | 44,1 | 68,6 | 92 | 68,1 |

* Uniquement des retenues de garantie ou oppositions (3,5 M€ en 2015).

LES DETTES AUX PERSONNELS

Les dettes aux personnels, retranscrites au compte 428, s'élèvent à 10,1 M€. Elles concernent :

- l'intéressement 2016 qui sera versé en 2017 pour 0,65 M€ ;
- les congés payés pour 1,92 M€ ;
- les charges à payer sur indemnités pour service spécifique au titre de la paie publique pour 5,23 M€ ;
- les charges à payer sur indemnités pour service fait au titre de la paie publique pour 0,67 M€ ;
- les charges à payer pour le glissement viellissement technicité des personnels de droit public pour 0,63 M€ ;
- et le compte épargne temps pour 0,95 M€.

LES DETTES FISCALES ET SOCIALES

Au titre des dettes sociales, il reste 3,3 M€ à payer aux divers organismes sociaux.

Au titre des dettes fiscales, il reste 0,20 M€ à payer au titre de la TVA.

3.2.7.2 LES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Les restes à recouvrer sur les cinq derniers exercices évoluent comme suit :

| Clients, restes dus (en €) | Comptes | 2016 | 2015 | 2014 | 2013 | 2012 |
|---------------------------------|---------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Créances clients | 411 | 9 442 179,79 | 9 538 473,06 | 11 481 608,34 | 11 475 429,46 | 10 702 298,96 |
| Créances douteuses | 416-1/2 | 17 839 260,32 | 15 889 478,19 | 15 994 992,74 | 14 139 689,02 | 13 524 215,92 |
| Créances litigieuses | 416-3 | 1 050 728,78 | 1 158 919,08 | 1 610 645,54 | 1 669 801,84 | 1 701 241,62 |
| Produits à recevoir sur clients | 418 | 1 921 212,88 | 850 642,06 | 546 114,00 | 755 618,52 | 56 605,22 |
| Comptes clients et rattachés | 41 | 30 253 381,77 | 27 437 512,39 | 29 633 360,62 | 28 040 538,84 | 25 984 361,72 |
| Autres créances de subvention | 441 | 7 107 013,21 | 36 794 294,07 | 16 212 548,94 | 14 548 697,99 | 20 265 273,71 |
| Subventions à recevoir | 44 871 | 0,00 | 5 962 791,52 | 12 868 511,29 | 11 736 592,99 | 12 161 441,07 |
| Autres comptes débiteurs | - | 3 600 308,17 | 4 176 862,59 | 3 768 625,18 | 9 161 899,17 | 4 561 449,79 |
| Avances et acomptes versés | 4 091 | 0,00 | 38 446,22 | | | |
| SOUS-TOTAL | - | 10 707 321,38 | 46 972 394,40 | 32 849 685,41 | 35 447 190,15 | 36 988 164,57 |
| TOTAL | | 40 960 703,15 | 74 409 906,79 | 62 483 046,03 | 63 487 728,99 | 62 972 526,29 |

Le montant brut des créances de VNF s'élève à 41,0 M€, en baisse de 45 % d'une année sur l'autre. Toutefois cette diminution doit être relativisée en raison de versements de 22,7 M€ et de 5,2 M€ (ce montant pour le projet de canal Seine-Nord Europe) de l'AFITF reçus en janvier 2016 qui étaient inclus dans les « Autres créances de subvention » en 2015.

Le Société Internationale de la Moselle reste redevable de 12,93 M€ à VNF, en hausse de 1,39 M€ par rapport à l'an dernier (dépréciés à 100 %).

La dépréciation des comptes clients s'élève à 19,9 M€, en hausse de 1,3 M€ par rapport à l'an dernier (cette augmentation correspond pour l'essentiel à celle du reste à recouvrer sur la créance SIM).

Le taux moyen de recouvrement sur l'exercice courant est de 95,80 % contre 96,04 % en 2015, 94,54 % en 2014 et 95,62 % en 2013.

3.2.7.3 VOIES D'EXÉCUTION ET EMPÊCHEMENTS À AGIR

Les empêchements à agir, c'est à dire les situations dans lesquelles l'agent comptable ne peut poursuivre le recouvrement contentieux, correspondent essentiellement aux trois situations suivantes :

LE DOSSIER PARTICULIER DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE LA MOSELLE (SIM)

La SIM une société de droit privé allemand dont le siège est à Trèves et qui a pour objet la gestion financière et l'exploitation de la Moselle dans sa section navigable internationale, conformément à la convention du 27 octobre 1956 entre la France, l'Allemagne et le Luxembourg.

En application de l'article 19 de ladite convention, la SIM reste redevable auprès de VNF d'un montant de 12,9 M€ au titre de ce même article (soit près d'1,4 M€ de plus que fin 2015), constatés sur des titres impayés depuis 2008. La créance est provisionnée à 100%.

Ce dossier fait l'objet de contacts entre VNF et ses tutelles en vue de parvenir à son règlement.

LES CONTESTATIONS DEVANT LES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

Les requêtes déposées devant le tribunal administratif par les clients ont un effet suspensif sur le recouvrement et l'appel d'un jugement devant la cour administrative d'appel n'emporte pas tacitement le sursis à exécution. Toutefois, par respect du principe de prudence, la reprise du recouvrement forcé n'intervient qu'après l'arrêt rendu par la cour administrative d'appel (quand cet arrêt confirme nos droits).

Toutefois, les dossiers les plus importants font l'objet de mesures conservatoires amiables ou d'autorité s'il y a péril pour le recouvrement ultérieur.

LES PROCÉDURES DE REDRESSEMENTS/LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

On dénombre au 31 décembre 2016 :

- 37 liquidations judiciaires pour un montant global de 717 544,15 € (+399 % au regard de fin 2015 dont un dossier de 507 705 €) ;

- 25 redressements judiciaires représentant 432 133,82 € (+374 % par rapport à fin 2015 dont un dossier de 91 485 € et un de 56 844 €).

LES SAISIES DE CRÉANCES SIMPLIFIÉES ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

L'article 123 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificatives pour 2015 a créé au bénéfice des agents comptables des établissements publics de l'État une procédure de saisie de créance simplifiée pour le recouvrement des créances de leurs organismes dès lors qu'elles font l'objet d'un titre exécutoire.

Une note de la Direction générale des finances publiques du 26 juillet 2016 a précisé les modalités d'application de ces saisies.

Au cours du dernier quadrimestre, le réseau des agents comptables de VNF a procédé à 113 saisies simplifiées.

3.2.7.4 LES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Des produits constatés d'avance sont calculés pour des conventions d'occupation du domaine public courant dont les échéances dépassent le 31 décembre de l'année courante. Ils viennent réduire les produits de l'année et sont intégrés dans les comptes budgétaires de l'exercice suivant.

En 2016, les produits constatés d'avance diminuent de 14,71 % à 1,02 M€ contre 1,17 M€ en 2015.

3.2.7.5 LES DÉPRÉCIATIONS DES CRÉANCES (CPTÉ-4910)

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation concernant les créances clients est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

| Situation | Provisions début 2016 | Dotations de l'exercice | Diminutions et reprises | Provisions en fin 2016 |
|-------------|-----------------------|-------------------------|-------------------------|------------------------|
| Compte 4910 | 18 762 858,12 | 3 483 568,35 | 2 370 714,84 | 19 875 711,63 |

L'ensemble des créances douteuses ou litigieuses est déprécié à 100 %. En particulier, la SIM est dépréciée à 100 %.

S'agissant des autres créances, en 2016, la méthode de dépréciation des créances clients a été modifiée par rapport à celle appliquée jusqu'en 2015. Les créances à plus d'un an et moins de 2 ans sont dépréciées en fonction du taux de recouvrement constaté sur ces créances alors qu'elles l'étaient précédemment pour leur totalité. Ainsi, le taux de dépréciation appliqué en 2016 sur ces créances est de 65 %. A méthode constante, les dépréciations constatées auraient été de 0,77 M€ supérieures.

Le taux de dépréciation 2016 est de 70,15 % du total des restes à recouvrer (hors produits à recevoir) quel que soit leur exercice d'origine, contre 70,65 % fin 2015 et 65,85 % fin 2014.

3.2.8 Les comptes de trésorerie

Depuis le 1^{er} juillet 2014, VNF ne peut plus placer sa trésorerie. Aussi, les comptes financiers correspondent aux comptes de disponibilités.

La trésorerie globale s'élève au 31 décembre 2016 à 92 747 960,97 €.

Voies navigables de France n'a aucun endettement à court ou long terme auprès des établissements de crédits.

| Disponibilités bancaires | (en €) |
|--------------------------------------|----------------------|
| Compte de dépôt au Trésor | 93 909 752,33 |
| Effets remis à l'encaissement | 193 500,41 |
| = TOTAL OPÉRATIONS DÉBITRICES | 94 103 252,74 |
| Effets en instance de règlement | 1 363 451,19 |
| = DISPONIBILITÉS BANCAIRES | 92 739 801,55 |

Au 31 décembre 2016, la trésorerie de VNF est de 92,7 M€, en hausse de 37,4 M€ par rapport à 2015. Toutefois, il est à signaler que VNF a reçu 22,7 M€ de solde de subventions AFITF le 4 janvier 2016 (ce qui aurait donné une trésorerie d'ouverture à 78,0 M€). De plus, VNF a reçu une avance sur CPER de la part de la région Hauts-de-France en décembre 2016 pour 14,7 M€ (la trésorerie aurait donc été de 78,0 M€ sans cet encaissement). En tenant compte de ces opérations, la trésorerie a été stable par rapport à fin 2015.

3.2.9 Les comptes de charges

Les charges de VNF sont en très légère diminution de 0,08 % en 2016 pour atteindre 578,1 M€ contre 578,6 M€ en 2015. La diminution des charges d'exploitation est contrebalancée par la hausse des charges financières (PPPBAM).

3.2.9.1 LES CHARGES FISCALES

Il est précisé que VNF n'est pas assujéti à la taxe sur le foncier bâti et non bâti sur le domaine public fluvial confié. La taxe foncière n'est acquittée que sur le domaine public ayant fait l'objet d'un arrêté de déclassement et de remise en pleine propriété à l'établissement ou sur son domaine privé stricto sensu (Siège social).

Les charges de nature fiscale représentent 19,1 M€. Compte tenu de la prise en charge de la rémunération des collaborateurs de VNF de droit public, la taxe sur les salaires s'est élevée à 14,901 M€ contre 14,609 M€ en 2015.

Enfin, l'impôt sur les sociétés n'est liquidé que sur les produits des placements financiers et reste marginal (28 K€ en 2016), ceci d'autant plus que, depuis le 1^{er} juillet 2014, VNF n'est plus autorisé à effectuer de placements de trésorerie.

3.2.9.2 LES CHARGES DE PERSONNEL – RÉPARTITION DE L'EFFECTIF

VNF emploie deux catégories de personnels :

- des personnels de droit public, régis par le statut général des fonctionnaires ou sous contrat de droit public. Ils sont alors en position normale d'activité ou en détachement de droit public ;
- des personnels de droit privé, titulaires d'un contrat de droit privé.

Le plafond d'emploi de l'établissement a été diminué de 4 485 ETP pour l'année 2015 à 4 406 ETP pour l'année 2016.

| Situation en M€ | Budget 2016 | Exécution 2016 | Budget 2015 | Exécution 2015 |
|------------------------------------|-------------|----------------|-------------|----------------|
| Plafond d'emplois autorisé en ETP | 4 406 | 4 390 | 4 485 | 4 490 |
| Plafond d'emplois autorisé en ETPT | 4 542 | 4 500 | 4 626 | 4 529 |

Hors taxe sur les salaires, la masse salariale 2016 s'élève à 238,3 M€, en augmentation de 3,1 M€ par rapport à 2015. L'intéressement 2016 qui sera versé en 2017 est estimé à 650 K€.

3.2.9.3 LES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Le plan comptable unique des établissements publics nationaux et les normes comptables qui leurs sont applicables ont supprimé la notion de charges exceptionnelles. Aux fins de comparabilité des exercices, les charges exceptionnelles qui s'élevaient à 5,915 M€ en 2015 ont été retraitées en autres charges de gestion courante. La valeur nette comptable des actifs cédés est cette année négligeable à 0,03 M€.

3.2.10 Les comptes de produits

3.2.10.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

La méthode d'évaluation utilisée pour la constatation du chiffre d'affaires est la suivante : l'ensemble des recettes fait l'objet d'un titrage administratif et budgétaire. L'établissement applique le principe des droits constatés. Toutes les recettes sont enregistrées sur l'année concernée.

Le chiffre d'affaires est en retrait de 4,56 % (après des diminutions de 1,93 % en 2015 et de 1,92 % en 2014). Cette réduction trouve principalement son origine dans l'évolution du plafonnement de la taxe hydraulique qui passe de 139,7 M€ en 2015 à 132,8 M€ en 2016 (142,9 M€ en 2014) et dans la diminution des péages.

Les péages « plaisance » sont, cette année, en baisse de -1,61 % (-0,11 M€) après des hausses de 6,92 % (+0,43 M€) et 5,79 % (+0,34 M€).

Les péages marchandises connaissent un retrait marqué de -17,04 % (-1,4 M€) qui suit la baisse de l'an dernier -2,69 % (-0,2 M€). Si les transports liés au bâtiment semblent reprendre, les autres transports sont globalement en baisse.

Les autres produits sont globalement en baisse de -2,98 % soit une diminution de 0,5 M€.

Tableau de ventilation du total des ressources perçues par l'établissement, c'est-à-dire chiffre d'affaires excluant les subventions d'exploitation et/ou ressources spécifiques perçues :

| Chiffre d'affaires (en M€) | 2016 | 2015 | Variation |
|----------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|
| Produits du domaine | 174 993 771,92 | 183 477 312,82 | 4,62 % |
| dont péages marchandises | 6 845 617,95 | 7 953 353,83 | - 13,93 % |
| dont péages plaisance | 6 467 305,85 | 6 573 067,92 | - 1,61 % |
| dont taxe hydraulique | 132 874 744,95 | 139 748 025,26 | - 4,92 % |
| dont occupations temporaires | 14 182 072,77 | 14 015 149,37 | 1,19 % |
| dont produits bateaux logements | 7 313 631,51 | 7 548 751,10 | - 3,11 % |
| dont fibres optiques | 5 452 678,85 | 5 648 231,64 | - 3,46 % |
| dont autres produits du domaine | 1 857 720,04 | 1 990 733,70 | - 6,68 % |
| + ventes de produits | 999 343,54 | 829 474,76 | 20,48 % |
| + produits des activités annexes | 1 160 014,76 | 1 307 688,91 | - 11,29 % |
| TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES | 177 153 130,22 | 185 614 476,49 | - 4,56 % |

3.2.10.2 PRODUCTION IMMOBILISÉE

Jusqu'en 2015, la production immobilisée concernait principalement de l'incorporation des coûts internes de VNF à l'avancement du projet Seine-Nord Europe (coûts des personnels notamment) (3 954 K€ en 2016) et l'atelier de Férin (5 K€ en 2016).

En 2016, VNF a mis en expérimentation une méthode d'évaluation de la production immobilisée visant à recenser à terme l'ensemble des travaux, études, suivis pour les projets d'investissement les plus importants.

Ainsi, ont été comptabilisées les productions immobilisées dans le cadre des projets de PPPBAM (755 K€), de conception du système d'information fluviale sur le Rhin supérieur (SIFRS) (304 K€) et de la mise en place du logiciel budgétaire et comptable SICAVE GBCP (392 K€).

S'agissant des projets plus classiques d'investissements, les activités d'études du service maîtrise d'œuvre de la direction territoriale Nord-Pas-de-Calais (763 k€) ont aussi été comptabilisées.

3.2.10.3 PRODUITS FINANCIERS

L'ensemble des produits financiers s'élève à 279 K€ (dont 251 K€ de dividendes des filiales).

Depuis le 1^{er} juillet 2014, VNF n'est plus autorisé à faire de placements de trésorerie ce qui restreint ses possibilités de produits financiers.

3.2.10.4 PRODUITS EXCEPTIONNELS

Le plan comptable unique des établissements publics nationaux et les normes comptables qui leurs sont applicables ont supprimé la notion de produits exceptionnels. Aux fins de comparabilité des exercices, les produits exceptionnels qui s'élevaient à 7,9 M€ en 2015 ont été retraités en autres produits de gestion courante pour 7,7 M€ (les transferts de charges ont été maintenus en position à cet endroit).

3.2.11 Autres informations

3.2.11.1 AFFECTATION DU RÉSULTAT

Les différents résultats de VNF ont toujours été affectés aux réserves à long terme de l'établissement. Depuis la création de l'établissement public, les réserves s'élèvent à 860,5 M€.

| Exercices d'origine (en €) | Solde au 31/12/2016 | 2015 | 2014 | 2013 | 2012 |
|----------------------------|---------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Report à nouveau | - 355 706 141,73 | - 356 992 053,77 | - 359 125 603,73 | - 364 867 919,40 | - 357 531 651,26 |
| Résultat de l'exercice | 50 654 102,97 | 58 695 878,12 | 69 913 599,36 | 72 258 609,73 | 90 660 535,90 |
| AFFECTATIONS | | | | | |
| Affectations aux réserves | 58 695 878,12 | 69 913 599,36 | 72 258 609,73 | 90 660 535,90 | 28 060 825,35 |

3.2.11.2 LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan recensent tous les droits et obligations de l'établissement autres que ceux exprimés au bilan ou au compte de résultat ou qui n'y sont traduits que de façon incomplète.

Il est à signaler qu'au titre des engagements hors bilan, un recensement des garanties à première demande ou des cautions bancaires reçues dans le cadre de l'exécution des marchés publics passés par Voies navigables de France devrait être mentionné. Toutefois, à ce jour, une information exhaustive sur ces sûretés ne peut être fournie.

3.2.11.2 LES ENGAGEMENTS DONNÉS

Autorisations d'engagement au titre des programmes pluriannuels (investissement)

Il s'agit des autorisations d'engagements consommées au titre des budgets 2016 et antérieurs pour lesquelles les crédits de paiements seront ouverts au cours des exercices 2017 et suivants. Le total de ces autorisations d'engagement s'élève à 567,6 M€.

| En K€ | Engagements 2016 et antérieurs non couverts par des CP au 31/12/2016 | Engagements 2015 et antérieurs non couverts par des CP au 31/12/2015 |
|---|--|--|
| Infrastructure, eau et environnement | | |
| Sécurité | 13 534 | 17 177 |
| Environnement | 7 926 | 6 927 |
| Régénération / remise en état grand gabarit | 32 760 | 27 608 |
| Régénération / restauration réseau connexe | 1 371 | 1 367 |
| Régénération réseau secondaire et comp. | 4 509 | 3 891 |
| Développement | 40 273 | 26 229 |
| Modernisation méthodes exploitation | 446 071 | 464 007 |
| dont PPP barrages | 427 185 | 432 719 |
| Equipements | 834 | 1 076 |
| Matériel d'exploitation | 1 513 | 363 |
| TOTAL (1) | 548 791 | 548 644 |
| Développement | | |
| Patrimoine | 3 393 | 7 612 |
| Tourisme | 765 | 982 |
| Services aux usagers | 500 | 184 |
| TOTAL (2) | 4 658 | 8 777 |
| Moyens généraux | | |
| Systèmes d'information | 303 | 272 |
| Achats véhicules de liaison | 22 | 10 |
| Bâtiments administratifs | 2 008 | 3 477 |
| Mobilier et matériels | 44 | 59 |
| Logements | 478 | 426 |
| TOTAL (3) | 2 855 | 4 244 |
| Opérations financières | 42 | 185 |
| Seine-Nord Europe | 11 276 | 9 720 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 567 622 | 571 570 |
| TOTAL HORS PPP BARRAGES | 140 437 | 138 851 |

Note : les engagements non couverts étaient calculés à partir des droits constatés en 2015. En 2016, ils sont calculés à partir des décaissements.

COMPTES CONSOLIDÉS

CHAPITRE 4

4.1 Périmètre de consolidation

4.1.1. Présentation des filiales

| Nom | SAS Rives et Développement | SCI 45 Quai Rambaud | SCI Les salins | SCI Espace Sucrière | SCI Pavillon vert | SAS ILE FOLIEN | SAS Parking des docks | SCI Pavillon 52 | SCI Trobot | SCI Polygone Confluent |
|------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---|-----------------------|------------------------|
| Renseignements généraux | Intégration globale | Intégration globale | Intégration globale | Intégration globale | Intégration globale | Intégration globale | Intégration globale | Mise en équivalence | Mise en équivalence | Mise en équivalence |
| Adresse | 45 quai Rambaud | 45 quai Rambaud | 45 quai Rambaud | 45 quai Rambaud | 45 quai Rambaud | Île FOLIEN | Quai Rambaud | 45 quai Rambaud | Quai Rambaud | Route d'Irigny ZI Nord |
| Ville | Lyon | Lyon | Lyon | Lyon | Lyon | Valenciennes | Lyon | Lyon | Lyon | Brignais |
| Nom de l'immeuble | - | Les Douanes | Cube Orange | La Sucrière | Euronews | - | - | Pavillon 52 | La Capitainerie | Pavillon GL Events |
| Superficie immeuble SHON | - | 4 700 m ² | 6 271 m ² | 11 513 m ² | 10 210 m ² | 46 000 m ² | 46 000 m ² | 7 880 m ² | 46 000 m ² | 8 565 m ² |
| Coût des constructions | - | 9 M€ | 19,3 M€ | 20,8 M€ | 30,5 M€ | NC | NC | 10,6 M€ | NC | NC |
| Date de création | Octobre 2003 | Octobre 2005 | Août 2007 | Avril 2009 | Septembre 2010 | Septembre 2014 | Septembre 2014 | Février 2013 | Avril 2016 | Décembre 2008 |
| Capital (en euros) | 2 200 000 | 1 890 202 | 2 900 556 | 4 840 000 | 5 616 500 | 10 000 | 10 000 | 1 000 | 768 845 | 5 276 000 |
| Part de VNF | 60 % | 50 % | 45 % | 50 % | 40 % | 50,10 % | 100 % | 35 % | 31 % | 30 % |
| Caisse des Dépôts et consignations | 40 % | 25 % | 25 % | - | 25 % | | | 25 % | 20 % | 15 % |
| Autre actionnaire | Caisse des Dépôts et consignations | SCI Nous 25 % | Dockinvest 30 % | Icade 12,60 % Fonc. Polygone 12,40 % Polygone SA 25 % | Euronews 35 % | Sofilo 49,90 % | | PRD Confluence 15 % Duvarry Dvlpt 25 % | Job One 49 % | Polygone 55 % |
| Nom du gérant | M. Sordot | RSD | RSD | RSD | RSD | RSD | RSD | RSD | RSD | Polygone |
| Personnels | 3 | aucun | aucun | aucun | aucun | aucun | aucun | aucun | aucun | aucun |

Chiffres clés 2016 (en €)

| | | | | | | | | | | |
|--------------------|-----------|-----------|------------|------------|------------|---------|---------|------------|-----------|-------------|
| Chiffre d'affaires | 548 230 | 704 351 | 1 493 874 | 1 595 478 | 2 081 960 | - | 347 167 | 336 636 | - | 2 863 381 |
| Résultat | 209 689 | 244 768 | - 272 141 | 398 097 | - 473 834 | - 3 296 | 100 395 | - 744 097 | - 41 930 | - 1 090 771 |
| Total bilan net | 2 068 418 | 5 815 748 | 17 116 904 | 18 184 708 | 29 152 660 | 10 000 | 401 749 | 27 287 194 | 2 461 551 | 6 429 263 |
| Dettes | 1 168 850 | 3 679 522 | 18 624 247 | 14 213 692 | 27 228 973 | 6 454 | 255 592 | 23 303 853 | 1 734 636 | 4 179 534 |
| Créances | 489 149 | 468 588 | 513 426 | 335 774 | 136 204 | - | 11 491 | 93 300 | 77 187 | 1 387 733 |

4.1.2 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés visent à présenter les comptes d'un ensemble de personnes morales liées financièrement et économiquement comme une seule entité.

Les sociétés n'ont pas connu d'évolution dans leur capital au cours de l'année 2016 hormis la création de la SCI Trobot.

Le périmètre de consolidation est constitué au 31 décembre 2016 :

| Nom de l'entité | Activité | % d'intérêt |
|---|--|-------------|
| Filiales consolidées par intégration globale | | |
| SAS Rives et Développement | Étude et réalisation de projet de développement lié à la voie d'eau | 60,000 % |
| SCI 45 Quai Rambaud | Acquisition, réhabilitation et gestion d'immeubles situés à Port Rambaud, Lyon | 49,995 % |
| SCI Les Salins | Acquisition, réhabilitation et gestion d'immeubles | 45,000 % |
| SCI Espace Sucrière | Acquisition, réhabilitation et gestion de l'immeuble dit La Sucrière | 50,000 % |
| SCI Pavillon vert | Acquisition, gestion d'un immeuble à usage de bureaux situé 56, quai Rambaud, Lyon | 40,000 % |
| SAS Île Folien | Acquisition de terrains et réhabilitation d'une zone à Valenciennes (sans gestion) | 50,100 % |
| SAS Parking des Docks (filiale à 100 % de RSD) | Gestion d'un parking | 60,000 % |
| Entreprises sous contrôle conjoint consolidées par intégration proportionnelle | | |
| Néant | | |
| Entreprises associées mises en équivalence | | |
| SCI Polygone Confluent | Activités immobilières, location terrains et autres biens immobiliers, à Brignais | 30,000 % |
| SCI Pavillon 52 | Acquisition, gestion d'un immeuble à usage de bureaux situé 52, quai Rambaud, Lyon | 35,009 % |
| SCI Trobot | Acquisition, gestion d'un immeuble à usage de bureaux | 31,000 % |
| Entreprises associées non consolidées | | |
| Néant | | |

4.1.3 Méthodes préférentielles

Les comptes consolidés au 31 décembre 2016 sont établis en conformité avec la méthodologie des comptes consolidés issue du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les comptes consolidés sont présentés en Euros.

La consolidation des comptes implique le retraitement des subventions d'investissement qui passent de la catégorie des capitaux permanents à celle des dettes. Ceci bouleverse la physionomie du bilan. VNF perçoit de l'État et d'autres collectivités locales des montants importants de subventions. Ce montant net d'environ 1 050 M€ (contre 959 M€ en 2015) - dont 710 M€ en provenance de l'État - fait l'objet de retraitements comptables et figure donc au poste « produits constatés d'avance ».

L'exercice comptable correspond à l'année civile, il a une durée de 12 mois, du 1^{er} janvier au 31 décembre.

4.2 États financiers consolidés

BILAN CONSOLIDÉ ACTIF (en €)

| Actif | 2016 | | | 2015 |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Brut | Amort. et provisions | Net | Net |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de R&D | 97 188 702 | 87 762 657 | 9 426 045 | 14 320 130 |
| Concessions et Droits | 31 081 058 | 21 296 622 | 9 784 436 | 10 080 861 |
| Autres immobilisations incorporelles | 208 245 001 | 10 439 | 208 234 562 | 192 412 892 |
| Avances et acomptes | 4 685 805 | - | 4 685 805 | 2 674 872 |
| Immobilisations incorporelles | 341 200 566 | 109 069 717 | 232 130 849 | 219 488 754 |
| Terrains | 408 193 537 | - | 408 193 537 | 428 708 502 |
| Constructions | 420 380 870 | 100 478 267 | 319 902 604 | 325 346 079 |
| Travaux et construction sur la voie d'eau | 5 247 157 081 | 1 078 469 498 | 4 168 687 583 | 4 162 396 989 |
| Installations techniques, matériel et outill. industriels | 34 609 797 | 27 937 315 | 6 672 482 | 5 663 521 |
| Autres immobilisations corporelles | 114 032 256 | 87 614 029 | 26 418 227 | 26 797 404 |
| Immobilisations mises en concession | 259 163 | - | 259 163 | 259 163 |
| Immobilisations corporelles en cours | 237 350 933 | - | 237 350 933 | 245 888 398 |
| Avances et acomptes | 18 727 404 | - | 18 727 404 | 18 497 418 |
| Immobilisations corporelles | 6 480 711 042 | 1 294 499 109 | 5 186 211 933 | 5 213 557 474 |
| Participations | - | - | - | 15 010 |
| Titres mis en équivalence | 2 015 758 | - | 2 015 758 | 2 329 970 |
| Autres titres immobilisés | 8 372 | - | 8 372 | 8 372 |
| Prêts | 2 159 455 | - | 2 159 455 | 2 234 212 |
| Autres | 1 830 030 | - | 1 830 030 | 2 020 271 |
| Immobilisations financières | 6 013 616 | - | 6 013 616 | 6 607 835 |
| TOTAL (1) Actif immobilisé | 6 827 925 224 | 1 403 568 826 | 5 424 356 398 | 5 439 654 063 |
| Avances et acomptes versés | - | - | - | 38 446 |
| Stocks et en-cours | 1 826 799 | 143 600 | 1 683 199 | 1 446 708 |
| Créances clients et comptes rattachés | 32 294 286 | 21 079 772 | 11 214 514 | 10 135 232 |
| Autres créances | 11 009 444 | 20 000 | 10 989 444 | 47 191 009 |
| Créances d'exploitation | 45 130 530 | 21 243 372 | 23 887 158 | 58 811 395 |
| Valeurs mobilières de placement | 478 197 | - | 478 197 | 478 197 |
| Disponibilités | 95 515 431 | - | 95 515 431 | 56 875 259 |
| Régies | 3 651 | - | 3 651 | 9 862 |
| Disponibilités | 95 997 279 | - | 95 997 279 | 57 363 318 |
| Charges constatées d'avance | 2 391 | - | 2 391 | 12 605 |
| TOTAL (2) Actif circulant | 141 130 200 | 21 243 372 | 119 886 828 | 116 187 318 |
| TOTAL (3) Comptes de régularisation | - | - | - | - |
| TOTAL GÉNÉRAL (1) + (2) + (3) | 6 969 055 424 | 1 424 812 198 | 5 544 243 226 | 5 555 841 381 |

BILAN CONSOLIDÉ PASSIF (en €)

| Passif | 2016 | 2015 |
|--|----------------------|----------------------|
| | Net | Net |
| Dotations | - | - |
| Complément de dotations (État) | 3 724 000 896 | 3 910 668 783 |
| Complément de dotations (autres organismes) | - | - |
| Dons et legs en capital | 2 012 | 2 012 |
| Autres compléments de dotations (État) | - | - |
| Écarts de réévaluation | 358 489 | 358 489 |
| Réserves réglementées | - | - |
| Autres (réserves facultatives) | 857 612 405 | 801 088 623 |
| Report à nouveau | - 359 610 095 | - 359 382 819 |
| Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) | 50 496 435,79 | 54 812 054 |
| Interêts minoritaires – Capital et Réserves | 2 930 873 | 4 895 658 |
| Interêts minoritaires – Résultat | 9 856 | - 1 778 467 |
| Subventions d'investissement | - | - |
| Provisions réglementées | - | - |
| TOTAL (1) Capitaux propres | 4 275 800 873 | 4 410 664 334 |
| Produits des émissions de titres participatifs | - | - |
| Avances conditionnées | 1 065 447 | 1 346 557 |
| Autres | - | - |
| TOTAL (1 bis) Autres fonds propres | 1 065 447 | 1 346 557 |
| Provisions pour risques | 11 848 813 | 13 207 363 |
| Provisions pour charges | 10 239 224 | 8 799 622 |
| TOTAL (2) Provisions pour risques/charges | 22 088 037 | 22 006 984 |
| Dettes financières : | | |
| Emprunts obligataires | - | - |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit * | 61 180 891 | 62 569 940 |
| Emprunts et dettes financiers divers | 53 370 546 | 2 410 675 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | - | - |
| Dettes d'exploitation : | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 2 547 189 | 6 686 678 |
| Dettes fiscales et sociales | 63 158 087 | 65 657 942 |
| Autres | 6 913 468 | 7 645 555 |
| Dettes diverses : | | |
| Dettes sur immobilisations/comptes rattachés | 7 097 190 | 16 140 239 |
| Autres dettes | 163 171 | 113 060 |
| Produits constatés d'avance | 1 049 520 104 | 959 033 167 |
| Produits constatés d'avance hors subvention | 1 338 221 | 1 566 249 |
| TOTAL (3) Dettes | 1 245 288 867 | 1 121 823 505 |
| Écarts de conversion Passif | | |
| TOTAL (4) - COMPTES DE RÉGULARISATION | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (1) + (2) + (3) + (4) | 5 544 243 226 | 5 555 841 381 |
| * dont concours bancaires courants : | 2 018 186 | 2 702 834 |

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (en €)

| Produits | 2016 | 2015 retraité de l'exceptionnel | 2015 |
|---|--------------------|---------------------------------|--------------------|
| Ventes de marchandises | 999 344 | 829 475 | 829 475 |
| Production vendue biens et services | 182 753 658 | 189 397 727 | 189 397 727 |
| Sous-total A, montant net du chiffre d'affaires | 183 753 001 | 190 227 202 | 190 227 202 |
| Production stockée | 296 144 | 222 289 | 222 289 |
| Production immobilisée | 6 172 467 | 3 487 826 | 3 487 826 |
| Subventions d'exploitation | 246 233 446 | 248 300 894 | 248 300 894 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 191 972 380 | 190 276 596 | 188 393 954 |
| Autres produits de gestion courante | 8 237 626 | 7 147 500 | 1 108 227 |
| Sous-total B | 452 912 063 | 449 435 105 | 441 513 190 |
| TOTAL (1) A+B Produits d'exploitation | 636 665 064 | 639 662 307 | 631 740 392 |
| TOTAL (2) (Quote-part de résultat sur opérations faites en commun) | - | - | - |
| Produits financiers | | | |
| de participation | - | - | - |
| d'autres VMP et créances de l'actif immobilisé | 4 059 | 5 263 | 5 263 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 3 805 | 328 | 328 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | - | - | - |
| Différences positives de change | 20 683 | 10 719 | 10 719 |
| Produits nets sur cession de VMP | - | - | - |
| TOTAL (3) Produits financiers | 28 547 | 16 310 | 16 310 |
| Produits exceptionnels | | | |
| sur opérations de gestion | - | - | 5 864 417 |
| sur opérations en capital | - | - | 174 856 |
| Reprise sur provisions et transferts de charges | - | - | 1 882 642 |
| TOTAL (4) Produits exceptionnels | - | - | 7 921 915 |
| TOTAL des produits (1) + (2) + (3) + (4) | 636 693 612 | 639 678 618 | 639 678 618 |
| Solde débiteur = déficit | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 636 693 612 | 639 678 618 | 639 678 618 |

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (en €)

| Charges | 2016 | 2015 retraité de l'exceptionnel | 2015 |
|--|--------------------|---------------------------------|--------------------|
| Achats de marchandises | - | - | - |
| Variation de stock | - | - | - |
| Achats de matières premières et autres approv | 61 681 | 159 090 | 159 090 |
| Variation de stock | 9 652 | 8 550 | 8 550 |
| Autres achats | 19 240 101 | 20 894 061 | 20 894 061 |
| Charges externes | 75 401 578 | 70 031 560 | 70 031 560 |
| Impôts et taxes | 19 148 044 | 18 349 019 | 18 349 019 |
| Salaires et traitements | 146 388 904 | 146 447 246 | 146 447 246 |
| Charges sociales | 89 073 613 | 89 112 515 | 89 112 515 |
| Sur immobilisations : dotation aux amortissements | 218 364 492 | 214 047 177 | 214 047 177 |
| Sur immobilisations : dotation aux provisions | - | 4 279 527 | 1 711 650 |
| Sur actif circulant : dotation aux provisions | 3 680 043 | 3 539 174 | 3 539 174 |
| Pour risques et charges : dotation aux provisions | 1 809 586 | 3 348 815 | 3 348 815 |
| Autres charges | 7 021 981 | 13 071 192 | 9 066 600 |
| TOTAL (1) charges d'exploitation | 580 199 676 | 583 287 926 | 576 715 457 |
| TOTAL (2) q. part de résultat/op. en commun | | | |
| Charges financières | | | |
| Dotation aux amortissements et aux provisions | - | - | - |
| Intérêts et charges assimilées | 5 406 865 | 2 997 336 | 2 997 336 |
| Différence négative de change | - | - | - |
| Charges nettes sur cession de VMP | - | - | - |
| TOTAL (3) charges financières | 5 406 865 | 2 997 336 | 2 997 336 |
| Charges exceptionnelles | | | |
| sur opérations de gestion | - | - | 3 982 375 |
| sur opérations en capital | - | - | 22 217 |
| Dotation aux amort. et aux provisions | - | - | 2 567 877 |
| TOTAL (4) charges exceptionnelles | - | - | 6 572 469 |
| Participation des salariés aux résultats (5) | - | - | - |
| Impôts sur les bénéfices (6) | 28 225 | - 22 719 | - 22 719 |
| Total des charges (1) + (2) + (3) + (4) + (5) + (6) | 585 634 766 | 586 262 543 | 586 262 543 |
| Résultat net des entreprises intégrées | 51 058 844 | 53 416 075 | 53 416 075 |
| + Quote part dans les résultats mise en équivalence | - 552 552 | - 382 488 | - 382 488 |
| Résultat net de l'ensemble consolidé | 50 506 292 | 53 033 587 | 53 033 587 |
| - intérêts des minoritaires | 9 856 | - 1 778 467 | - 1 778 467 |
| Résultat net part du groupe | 50 496 436 | 54 812 054 | 54 812 054 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 636 693 612 | 639 678 618 | 639 678 618 |

4.3 Notes

4.3.1 Tableau de variation des capitaux propres

| | Dotations | Autres | Report à nouveau | Résultat | Écarts de réévaluation | Intérêts minoritaires | Total K propres |
|---|---------------|-------------|------------------|--------------|------------------------|-----------------------|-----------------|
| 2015 | 3 910 670 795 | 801 088 623 | - 359 382 819 | 54 812 054 | 358 489 | 3 117 191 | 4 410 664 335 |
| Affectation des résultats 2015 | | 56 523 783 | - 1 711 729 | - 54 812 054 | | | |
| Résultats sociaux de l'exercice | | | | 50 847 926 | | 9 856 | 50 857 782 |
| Corrections apportées dans les comptes sociaux VNF comme indiquées au § 2.4 du compte financier | | | 1 285 912 | | | | 1 285 912 |
| Évolution des intérêts minoritaires | | | | | | - 186 318 | - 186 318 |
| Variation 2016 des retraitements de consolidation | | | | - 351 488 | | | - 351 488 |
| Autres | | | 198 548 | | | | 198 548 |
| Amortissement des biens mis à disposition | - 159 408 711 | | | | | | - 159 408 711 |
| Ajustement de la mise à disposition des actifs de l'État | - 27 259 175 | | | | | | - 27 259 175 |
| 2016 | 3 724 002 909 | 857 612 406 | - 359 610 095 | 50 496 438 | 358 489 | 2 940 729 | 4 275 800 873 |

4.3.2 Emprunts et dettes financières

SCI Sucrière : un emprunt sur une durée de 24 ans pour un montant initial de 14,9 M€ est en cours, les premiers décaissements sont intervenus en septembre 2012. Un second emprunt de 1,2 M€ a été effectif en 2013 sur une durée de 15 ans.

SCI 45 Quai Rambaud : trois emprunts pour un montant total de 6,96 M€ sont en cours, sur des durées de 15, 4 et 5 ans.

SCI Les Salins : la SCI a contracté en 2008 trois emprunts pour un montant total de 16,5 M€ sur une durée totale de 25 ans, dont les premiers remboursements sont intervenus en 2013. Un second emprunt a été contracté en février 2011 pour un montant de 1,9 M€ sur une durée de 23 ans.

SCI Pavillon vert : le déblocage complet de l'emprunt a été réalisé début 2015 pour un montant total de 25,5 M€. La SCI paie des intérêts sur le capital déblocqué et commencera à rembourser le capital en janvier 2017 (avenant signé).

Les emprunts et dettes financières divers sont en forte progression passant de 2,4 M€ à 53,4 M€ qui s'explique par :
- + 50,3 M€ de dettes financières relatives à la comptabilisation, sur 2016, des premières mises en service du contrat partenariat public-privé pour la reconstruction des barrages de l'Aisne et de la Meuse. Ces dettes correspondent aux redevances

restantes à payer jusqu'à terme du contrat pour les deux groupes de barrages mis en service en 2016
- + 0,7 M€ des dettes financières des filiales SCI notamment sur les dépôts de garanties et cautions reçus des locataires et de VNF sur les occupations accordées (maisons éclusières, bateaux logements et bateaux à usage commercial).

4.3.3 Autres informations postérieures à la clôture

Aucun évènement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CHAPITRE 5

5.1 Comptes annuels

Voies Navigables de France

Etablissement Public à caractère Administratif
175, rue Ludovic Boutleux, BP 30820, 62 408 Béthune Cedex
N° de SIREN : 552 017 303

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

KPMG S.A.

MAZARS

Voies Navigables de
France

Comptes annuels
Exercice clos le
31 décembre 2016

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le ministère chargé de l'Economie et des Finances en date du 27 décembre 2012, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Établissement Public Administratif Voies Navigables de France tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Immobilisations incorporelles en cours

S'agissant du canal Seine Nord Europe (SNE), le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie a décidé le 26 mars 2013 d'arrêter le processus de Partenariat Public Privé (PPP) ainsi que la mise en place d'une mission de reconfiguration du projet.

L'incidence de ces décisions sur les immobilisations et subventions correspondantes n'a pu être évaluée, ce qui nous a conduit à formuler une réserve pour limitation dans nos rapports sur les comptes annuels des exercices clos les 31 décembre 2015, 2014, 2013 et 2012.

La loi Macron publiée le 7 août 2015 a autorisé le gouvernement à créer un Etablissement Public en charge de la réalisation du projet. L'ordonnance relative à la création de la Société du Canal Seine- Nord Europe a été publiée au journal officiel le 22 avril 2016. Elle prévoit que les modalités de mise en place effective de la Société seront définies par un décret qui devait être publié au plus tard le 31 décembre 2016.

Ce projet de décret a été transmis au Conseil d'Etat en janvier 2017. Dans l'attente de la publication de ce décret relatif aux statuts de la future Société précisant les modalités détaillées de mise en œuvre du projet, VNF n'est pas en mesure d'apprécier la correcte évaluation des actifs concernés figurant en immobilisations incorporelles pour 200,7 M€ au bilan du 31 décembre 2016. Pour ces raisons, nous maintenons une réserve pour limitation sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Sous cette réserve, nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables applicables aux Etablissements Publics Administratifs, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note 2.1. « Propos liminaires de l'annexe comptable » relative à la fiabilisation en cours de l'inventaire du domaine confié à VNF ;
- Les notes 2.2 « Présentation de VNF - Instruction comptable » et 2.4 « Comparabilité des comptes » relatives à l'application de l'instruction comptable commune du 1^{er} août 2016 et à la mise en œuvre partielle du nouveau recueil des normes comptables des organismes dépendant de l'Etat ;
- La note 2.3 « Faits caractéristiques » de l'annexe relative aux litiges en cours sur la taxe hydraulique ;
- La note 2.12.2 « Production immobilisée » de l'annexe relative à la valorisation partielle des coûts de main d'œuvre des personnels VNF dans la production immobilisée.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, outre celles ayant conduit à la réserve mentionnée ci-dessus, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le bien-fondé et la correcte application des changements de réglementation comptable, et la présentation qui en a été faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'agent comptable et dans les documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels de l'établissement.

Fait à Courbevoie et à Paris La Défense, le 23 février 2017

Les Commissaires aux comptes

KPMG S.A.

Claire Gravereau

Patrick Lequint

MAZARS

Valérie Riou

Cécile Fontaine

5.2 Comptes consolidés

Voies Navigables de France

Etablissement Public à caractère Administratif
175, rue Ludovic Boutleux, BP 30820, 62 408 Béthune Cedex
N° de SIREN : 552 017 303

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

KPMG S.A.

MAZARS

Voies Navigables de
France

Comptes consolidés
Exercice clos le
31 décembre 2016

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le ministère chargé de l'Economie et des Finances en date du 27 décembre 2012, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de l'Etablissement Public Administratif Voies Navigables de France tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Immobilisations incorporelles en cours

S'agissant du canal Seine Nord Europe (SNE), le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie a décidé le 26 mars 2013 d'arrêter le processus de Partenariat Public Privé (PPP) ainsi que la mise en place d'une mission de reconfiguration du projet.

L'incidence de ces décisions sur les immobilisations et subventions correspondantes n'a pu être évaluée, ce qui nous a conduits à formuler une réserve pour limitation dans nos rapports sur les comptes consolidés des exercices clos les 31 décembre 2015, 2014, 2013 et 2012.

La loi Macron publiée le 7 août 2015 a autorisé le gouvernement à créer un Etablissement Public en charge de la réalisation du projet. L'ordonnance relative à la création de la Société du Canal Seine- Nord Europe a été publiée au journal officiel le 22 avril 2016. Elle prévoit que les modalités de mise en place effective de la Société seront définies par un décret qui devait être publié au plus tard le 31 décembre 2016.

Ce projet de décret a été transmis au Conseil d'Etat en janvier 2017. Dans l'attente de la publication de ce décret relatif aux statuts de la future Société précisant les modalités détaillées de mise en œuvre du projet, VNF n'est pas en mesure d'apprécier la correcte évaluation des actifs concernés figurant en immobilisations incorporelles pour 200,7 M€ au bilan du 31 décembre 2016.

Pour ces raisons, nous maintenons une réserve pour limitation sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Sous cette réserve, nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables applicables aux Etablissements Publics Administratifs, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note 1. « Présentation » relative à la fiabilisation en cours de l'inventaire du domaine confié à VNF ;
- La note 1.3 « Evènements importants » de l'annexe relative aux litiges en cours sur la taxe hydraulique ;
- Les notes 1.5 « Comparabilité des comptes » et 3.1 « Référentiel comptable » relatives au changement de présentation des charges et des produits exceptionnels ;
- La note 4.1. « Actif immobilisé » de l'annexe relative à la valorisation partielle des coûts de main d'œuvre des personnels VNF dans la production immobilisée.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, outre celles ayant conduit à la réserve mentionnée ci-dessus, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Voies Navigables de
France

Comptes consolidés
Exercice clos le
31 décembre 2016

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport de l'agent comptable sur les comptes consolidés.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Courbevoie et à Paris La Défense, le 23 février 2017

Les Commissaires aux comptes

KPMG S.A.

Claire Gravereau

Patrick Lequint

MAZARS

Valérie Riou

Cécile Fontaine

Voies navigables de France
175, rue Ludovic-Boutleux
CS 30820
62408 Béthune cedex
Tél. : 03 21 63 24 24
Télécopie : 03 21 63 24 42

www.vnf.fr

Novembre 2017

Crédits photographiques :

VNF / Damien Lachas (p.2), VNF / Alexandra Lebon (p.4)

Réalisation :

VNF / Direction de la communication

